



Evaluation finale du projet pilote Emploi et entrepreneuriat verts par et pour les jeunes au Mali (Go Green)



Commanditée par : Ambassade des Pays Bas au Mali

Novembre 2025

REALISEE PAR :

SOCIÉTÉ DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (SDI) INC

710 ROUTE DE LA SUÈTE, QUÉBEC, QUÉBEC, G1X 2R1, CANADA [|www.sdi-qc.org](http://www.sdi-qc.org)

|contact@sdi-qc.org

KALABAN CORO HÔTEL SANGHA RUE 249 PORTE 107, BAMAKO

I.	Table des matières.....	1
	SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
	LISTE DES TABLEAUX.....	4
	RESUME EXECUTIF.....	5
I.	INTRODUCTION.....	11
1.1.	Rappel du contexte et de l'intervention Go Green	11
1.2.	Justification et portée de l'évaluation finale	12
II.	OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA MISSION.....	12
2.1.	Attente de SNV et de l'ambassade	15
III.	METHODOLOGIE.....	16
3.1.	Phase de cadrage de la mission et réunion de cadrage.....	17
3.2.	Revue documentaire	17
3.3.	Echantillonnage	18
3.4.	Technique et outils de collecte	22
3.5.	La revue et analyse documentaire	22
3.6.	Méthode « Outcome Harvesting ».....	22
3.7.	Récits de changements et études de cas :.....	22
3.8.	Phase de la collecte de données.....	23
IV.	RESULTATS DE L'EVALUATION.....	27
4.1.	PERTINENCE.....	27
4.2.	COHERENCE.....	35
4.3.	EFFICACITE	37
4.4.	EFFICIENCE	45
4.5.	EFFETS/IMPACTS DU PROJET.....	46
4.6.	DURABILITE.....	56
4.7.	GENRE ET L'INCLUSION SOCIALE.....	59
4.8.	ETUDE DE CAS.....	61
4.9.	LEÇONS APPRISES	65
4.10.	BONNES PRATIQUES	65
4.11.	FORCES.....	66
4.12.	FAIBLESSES/OBSTACLES	66
V.	RECOMMANDATIONS.....	67
VI.	RECOMMANDATION PAR COMPOSANTE DE GO GREEN.....	71
VII.	CONCLUSION.....	73
VIII.	REFERENCES DOCUMENTAIRES.....	75
IX.	ANNEXES.....	76
	Liste des consultants.....	76
	Liste des enquêteurs	76
	Calendrier et déroulement des travaux	76

SIGLES ET ABREVIATIONS

APEJ	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
CAD	Comité d'Aide au Développement
ICRA	International Centre for development-oriented Research in Agriculture
MPME	Micro Petites et Moyennes Entreprises
NEETs,	Not in Employment, Education or Training (jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OIT	Organisation Internationale du Travail
PDI	Personne déplacée Interne
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Nombre de cibles appuyées le projet par région	19
Tableau 2 . Focus Groupes.....	19
Tableau 3 . Entretiens avec les parties prenantes	20
Tableau 4 Entretiens individuels approfondis.....	20
Tableau 5 . Études de cas	21
Tableau 6 . Outcome Harvesting.....	21
Tableau 7 : Nombre d'enquêteurs par région.....	23

RESUME EXECUTIF

Le présent rapport fait le point de la réalisation des activités du « projet pilote emploi vert et entrepreneuriat pour les jeunes au Mali (Go Green). » dans les régions de Mopti, Ségou, Sikasso et le Districts de Bamako, après 2 années d'exécution (2023 - 2025).

Le projet a pour objet selon les documents de projet de contribuer à accélérer l'économie verte locale et durable, générer des emplois décents respectueuse de l'environnement et porteuse de stabilité sociale.

Le projet GO GREEN s'articule autour de quatre trajectoires qui sont les suivantes :

- T1. Développement des connaissances et création d'opportunités : études, plaidoyer, capitalisation, sensibilisation au changement climatique et à l'économie verte ;
- T2. Développement des compétences vertes : appui aux centres de formation professionnelle, intégration de modules « verts » et formation des formateurs ;
- T3 – Incubation et accélération des entreprises vertes : sélection et accompagnement de jeunes entrepreneurs et de MPME ;
- T4 – Création d'un environnement favorable : diagnostic et mise en place de mécanismes innovants de financement vert, dialogue avec les institutions financières.

Cette évaluation finale, a pour but de recueillir des informations sur les progrès réalisés jusque-là ; les opinions des partenaires d'exécution, les acteurs directs et indirects impliqués dans le processus de mise en œuvre et des cibles. Elle intervient surtout à la suite de la mise en œuvre de paquets d'activités, suivant des objectifs fixés dans les régions de Ségou, Sikasso, Mopti et Bamako. Il s'agit donc, lors de cette évaluation finale, d'analyser les dispositifs d'insertion et d'entrepreneuriat vert, l'impact sur les jeunes vulnérables (les NEETs, PDI, migrants de retour), les dynamiques de genre et d'inclusion sociale, et les effets transversaux en termes de durabilité, innovation et cohésion sociale.

L'approche méthodologique s'est appuyée sur les étapes suivantes pour la réalisation de la mission : l'analyse de la documentation disponible, l'échantillonnage, la collecte des données, le traitement et l'analyse des données. Il faut noter que la méthodologie utilisée a privilégié une approche participative et inclusive impliquant toutes les parties prenantes (jeunes entrepreneurs et partenaires de mise en œuvre).

L'évaluation a pris en compte les critères du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE : pertinence, Cohérence, efficacité, efficience, durabilité et leçons apprises.

Les données collectées au cours de cette évaluation nous donnent les résultats suivants :

- Au niveau local, le projet GO GREEN a réalisé des activités de reboisement, de l'agriculture durable, de l'accès à la terre de façon équitable avec l'implication directe des jeunes. Dans ce sens, les Green Youth Board ont mené des campagnes auprès des communautés autour du changement climatique à Kaboïla (Sikasso) : 104 personnes (dont 41 femmes) et Fanzana (Ségou) 82 personnes (dont 38 femmes)¹, réunissant différents acteurs impliqués (jeunes, autorités et services techniques). Cette activité de sensibilisation a permis le reboisement et la protection de la forêt de Fanzana, le don de kits d'assainissement aux communautés afin de mieux assainir leur milieu ;

¹ Rapport narratif final de GO GREEN : Emplois et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes au Mali - Mars 2023 - Juin 2025, P14.

- Concernant « l’approche par et pour les jeunes », il ressort de l’analyse des informations collectées sur le terrain que cette approche favorise l’engagement, la responsabilisation et le développement de compétences chez les jeunes. **2 400 jeunes** ont été sélectionnés et formés aux compétences liées à l’économie verte selon les données du Rapport de capitalisation des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet GO GREEN, juillet 2025 ;
- Par rapport aux éléments innovants du projet, ils concernent l’usage de technologies solaires, le compostage, le recyclage, la création de clubs verts dans les écoles et l’intégration des jeunes dans les instances locales. Dans ce cadre, il ressort des données de capitalisation de GO GREEN qu’à « *l’issu du Green Youth Innovation Lab 414 jeunes entrepreneurs sur 633 ont bénéficié d’un parcours d’incubation, et 150 micros, petites ou moyennes entreprises (MPME) vertes ont été sélectionnées pour un appui financier (fonds de démarrage) afin de créer et démarrer leur entreprise¹* » ;
- En ce qui concerne les interventions du GO GREEN avec les politiques nationales, il faut noter que le projet a collaboré avec l’APEJ afin de faciliter l’insertion professionnelle des jeunes. Dans ce cadre « un effectif de 1135 jeunes ont été formés en compétences vertes par les greens coachs sous la supervision de l’APEJ »². Cela démontre l’alignement de GO GREEN avec les priorités nationales en matière d’emploi et de la formation professionnelle ;
- Par rapport aux résultats les plus marquants du projet GO GREEN, nous pouvons noter quelques-uns :

- L’augmentation des chiffres d’affaires de certaines entreprises de 30 à 50% ;
 - La création d’emploi verts par les jeunes eux-mêmes ;
 - L’accès facilité aux financements et crédits bancaires à hauteur de 3,5 à 5 millions Franc CFA à travers la BSIC.
- Concernant le niveau de réalisation des activités prévues dans le cadre du projet selon les cibles de GO GREEN et les parties prenantes, il ressort des entretiens que les activités prévues ont été toutes réalisées à la satisfaction de la grande majorité (90%) des cibles enquêtées, notamment les formations, les ateliers de sensibilisation et les actions de terrain. Celles-ci ont impliqué toutes les couches sociales (hommes, femmes, PDI, personnes en situation de handicap etc.).

Par rapport à la pertinence du projet GO GREEN :

L’analyse des données collectées au niveau des régions de Mopti, Ségou, Sikasso et Bamako, montre que les activités mises en œuvre par le projet GO GREEN correspondent aux besoins des cibles c. Selon les données de l’évaluation, les difficultés qui ont nécessité l’intervention du GO GREEN concernent essentiellement le chômage élevé et persistant chez les jeunes,

¹ Idem.

² Idem, P 19.

l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, la forte présence dans le secteur informel, les inégalités régionales et des difficultés spécifiques pour les femmes et les personnes instruites. Aussi, les activités menées par le projet GO GREEN, prennent en compte les différentes préoccupations des jeunes cibles en termes d'augmentation des revenus et de renforcement des capacités afin d'une adaptation aux effets du changement climatique selon l'ensemble des personnes enquêtées (100%) ;

Par rapport à l'efficacité du projet

Dans le but d'atteindre les objectifs fixés, le projet a mené les activités suivantes qui ont atteint les cibles du projet GO GREEN :

- Le reboisement de zones dégradées ;
- La création de clubs verts dans les écoles ;
- La formation de jeunes aux métiers verts ;
- La réalisation de campagne de sensibilisation au niveau du grand public par les Green Youth Board (GYB) sur le changement climatique, l'accès équitable à la terre et le reboisement.

Toutes les activités prévues dans le cadre de l'intervention du GO GREEN ont été exécutées. Ce qui montre l'efficacité des activités du mécanisme de travail mis en place par l'équipe du projet.

Il faut noter que la mise en œuvre de ces activités prévues par le projet ont permis aux jeunes d'accéder à des emplois verts ou créer des micro-entreprises écologiques, notamment dans les domaines du recyclage, de l'agriculture biologique et de l'énergie solaire tout en améliorant leur revenu.

Au regard des progrès réalisés, il ressort les données suivantes : « Environ 2 400 jeunes formés aux compétences vertes au total, 85 % des formateurs formés rapportent une amélioration significative de leur capacité à appliquer l'APC dans leur enseignement, et 78 % d'entre eux estiment mieux maîtriser les concepts d'économie verte suite aux formations reçues. Des outils pédagogiques innovants ont été créés et diffusés. À la fin 2024, environ 70 % des jeunes formés avaient élaboré un plan d'action individuel pour intégrer les compétences vertes dans leur parcours »¹.

Par rapport à l'impact du projet :

En ce qui concerne l'impact du projet GO GREEN, il ressort des entretiens avec les cibles une série de transformations concrètes dans la vie des jeunes ayant bénéficié des appuis du projet Go Green. Il s'agit essentiellement :

- Du domaine économique où de nombreux jeunes ont eu accès à des emplois verts ou ont lancé à leur propre compte des micro-entreprises écologiques (recyclage, agriculture biologique, production de biofertilisants). Ces initiatives ont amélioré leur revenu et celui de leur famille. Il ressort des données de GO GREEN que « sur le plan économique, 81 % des jeunes ont vu leurs revenus progresser, dépassant légèrement la cible initiale de 80 % »² ;

¹ Capitalisation des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet go green, juin 2025.

² GO GREEN : Emplois et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes au Mali, Rapport Narratif Final, Mars 2023- Juin 2025, P 4.

- Au niveau social où le projet a renforcé le statut social des jeunes (modèle) dans leurs communautés. Ils sont désormais vus comme des acteurs du changement et non comme de simples cibles du GO GREEN ;
- Le changement progressif des mentalités au sein des communautés. Il ressort des résultats que plusieurs jeunes femmes disent avoir gagné en confiance et en reconnaissance grâce aux sensibilisations du projet, ce qui a contribué à bousculer certaines normes sociales.

Par rapport à l'efficience

L'utilisation efficiente des ressources humaines, matérielles et financières ont permis d'atteindre les résultats et produits envisagés par GO GREEN, malgré le contexte sécuritaire difficile dans les zones d'intervention. En termes de « staffing », la structure du personnel a été jugée adaptée aux besoins du projet. Le dispositif de coordination avec les autres acteurs (collectivités et autorités villageoises, parties prenantes, SNV, Ambassade etc.) sur le terrain a été un tremplin pour la mise en œuvre du projet et a permis de garantir les résultats.

Le budget alloué (4 884 497 Euro) a été exécuté à 96,2% à la fin du projet au 30 juin 2025.

Par rapport à la durabilité du projet :

Les activités réalisées dans le cadre du projet et qui permettent la pérennisation des acquis sont les suivantes :

- Les compétences transférables (techniques agricoles, gestion de projet, leadership) qui peuvent être réutilisées au-delà du projet ;
- Les jeunes ont acquis une autonomie réelle, leur permettant de poursuivre leurs initiatives de façon autonome sans un appui extérieur ;
- Les jeunes qui ont été formés deviennent à leur tour des relais dans leurs communautés et des exemples à suivre ;
- La mise en place d'un mécanisme de continuité d'accompagnement des jeunes à travers la signature d'un contrat de collaboration entre chaque jeune et Baara Buluw.

Par rapport au genre et l'inclusion sociale

Par rapport au genre et à l'inclusion sociale, il ressort de la synthèse des entretiens auprès des cibles (jeunes et parties prenantes) que le projet a intégré certains aspects adaptés aux jeunes femmes, personnes déplacées et jeunes en situation de handicap, notamment à travers des activités inclusives et des formations accessibles. Ces aspects concernent de façon spécifique :

- Les critères de sélection et de notation ont été favorables aux groupes vulnérables, notamment les femmes et les personnes déplacées internes (PDI) : pour les femmes c'était de 18 à 40 ans et pour les hommes c'était de 18 à 35 ans.

Dans l'ensemble les jeunes enquêtés affirment que le projet Go Green a veillé à offrir des opportunités équitables aux jeunes femmes comme aux jeunes hommes sans discrimination.

Analyse des critères d'évaluation

Critère d'évaluation	Catégorie d'enquêtés / Cibles	Principales observations qualitatives	Appréciation qualitative (échelle)	Justification et interprétation analytique
1. Pertinence	Partenaires stratégiques (SNV, Ambassade, nationaux)	Les parties prenantes considèrent que le projet répond globalement aux priorités nationales et aux besoins des jeunes. L'approche est jugée cohérente avec les politiques publiques en matière d'emploi et d'autonomisation.	Bon à très bon	Le projet est bien aligné sur les orientations stratégiques du pays et les priorités des partenaires techniques et financiers, bien que certaines zones rurales restent insuffisamment couvertes.
	Jeunes cibles – Filles	Les jeunes filles estiment que les formations reçues sont pertinentes, adaptées à leurs aspirations et renforcent leur autonomie, mais le manque d'accompagnement après la formation limite leur mise en pratique.	Bon	Les besoins réels sont bien ciblés, mais l'absence de suivi post-formation réduit la portée des acquis.
	Jeunes cibles – Garçons	Les garçons confirment l'adéquation des contenus de formation à leurs attentes, tout en signalant des lacunes dans la disponibilité du matériel et le suivi entrepreneurial.	Moyen à bon	Les interventions sont pertinentes, mais nécessitent un renforcement de l'appui logistique et technique.
2. Efficacité	Partenaires stratégiques	Les partenaires saluent la qualité des activités menées et la bonne coordination entre acteurs, mais soulignent un manque de mécanismes	Moyen à bon	L'efficacité est réelle, mais pourrait être optimisée par un suivi plus régulier et des outils harmonisés.

		<p>systématiques de suivi-évaluation.</p>		
	Jeunes (filles et garçons)	<p>Les jeunes reconnaissent les effets positifs du projet, notamment l'acquisition de compétences et l'amélioration de la confiance en soi. Toutefois, la rapidité de mise en œuvre varie selon les zones.</p>	Bon	<p>L'efficacité opérationnelle est globalement satisfaisante, mais demeure inégale selon le contexte local et la disponibilité des ressources.</p>
3. Impact	Partenaires stratégiques	<p>Les acteurs institutionnels observent une transformation progressive des comportements des jeunes, un meilleur engagement communautaire et une hausse de l'estime de soi.</p>	Bon à très bon	<p>Le projet a contribué à des changements perceptibles au niveau social et comportemental, même si les effets économiques restent encore limités.</p>
	Jeunes cibles – Filles	<p>Les filles témoignent d'un renforcement de leurs compétences techniques, d'une plus grande autonomie financière et d'une meilleure intégration sociale.</p>	Très bon	<p>Le projet a un impact direct sur la confiance, l'entrepreneuriat féminin et la réduction de la dépendance économique.</p>
	Jeunes cibles – Garçons	<p>Les garçons notent une amélioration de leurs capacités professionnelles, mais mentionnent la difficulté à accéder à des opportunités d'emploi stables.</p>	Moyen à bon	<p>L'impact est réel, mais demeure limité par la faiblesse du marché de l'emploi local.</p>

4. Durabilité	Tous les acteurs	Les cibles et partenaires reconnaissent la pertinence des acquis et l'engagement local, mais s'inquiètent de la dépendance au financement extérieur et de la faible institutionnalisation du projet.	Moyen	Les perspectives de pérennisation existent, mais nécessitent un transfert de compétences, une appropriation communautaire et une intégration plus forte dans les politiques nationales.
----------------------	-------------------------	--	--------------	---

Par rapport aux recommandations

En termes de recommandation, les propositions suivantes ont été faites essentiellement :

- Que GO GREEN mette plus d'accent sur le suivi post-formation et une forte articulation avec les politiques locales ;
- Malgré les effort fournis, il est souhaitable que l'accès aux opportunités soit encore plus équitable pour tous les jeunes, en particulier ceux en situation de vulnérabilité (PDI, femmes, personnes en situation de handicap) ;
- Pour le futur, les jeunes cibles et les parties prenantes souhaitent une seconde phase du projet pour un suivi prolongé, notamment afin de permettre le remboursement des crédits et le renforcement de l'éducation sur les nouvelles technologies liées à l'économie verte.

I. INTRODUCTION

1.1. Rappel du contexte et de l'intervention Go Green

Le Mali compte une population estimée à 20,9 millions d'habitants en 2020, dont environ 75 % vivent dans des zones rurales. Les jeunes de moins de 25 ans représentent au moins 65 % de la population malienne. Chaque année, 300 000 jeunes s'ajoutent au marché du travail, qui n'est pas en mesure de les absorber (OIT, 2018). L'absence de perspectives économiques contribue à la déstabilisation. Un phénomène aggravé par l'analphabétisme, la faible adéquation entre la formation professionnelle et les réalités du marché, et l'accès limité au financement et à l'information économique. Ce contexte contribue à une précarisation croissante de la jeunesse, un terreau favorable à l'instabilité socio-politique et à la fragilité économique, exacerbée par les effets du changement climatique sur une économie essentiellement informelle et agropastorale.

Face à ces enjeux, le projet *Go Green – Emploi et entrepreneuriat verts par et pour les jeunes au Mali* a été lancé pour favoriser une croissance économique verte, inclusive et durable. Financé par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, et mis en œuvre par SNV Mali en partenariat avec plusieurs acteurs nationaux, locaux et internationaux, Go Green vise à renforcer la résilience économique et sociale des jeunes, en particulier les jeunes vulnérables

(NEETs, déplacés internes, migrants de retour), dans les régions de Mopti, Ségou, Sikasso et le district de Bamako.

Le projet s'appuie sur une double stratégie d'appui à l'emploi salarié et à l'entrepreneuriat vert dans les filières de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables et de l'eau. À travers l'approche « *Youth Employment and Entrepreneurship* » (YEE) de SNV, Go Green met en œuvre une démarche systémique intégrant l'adaptation au changement climatique, l'égalité des genres et l'inclusion sociale (EGIS), la sensibilité aux conflits et le développement de chaînes de valeur vertes.

L'ambition du projet est de contribuer à l'accélération d'une économie verte locale et durable, génératrice d'emplois décents, respectueuse de l'environnement, et porteuse de stabilité sociale. Go Green entend ainsi :

- Renforcer les compétences des jeunes en matière de pratiques et technologies vertes ;
- Créer des opportunités d'entrepreneuriat vert et soutenir l'incubation et l'accélération des Micro Petites et moyennes Entreprises (MPME) ;
- Verdir les emplois existants par la reconversion de certaines entreprises ;
- Promouvoir un environnement politique et financier favorable à l'économie verte.

1.2. Justification et portée de l'évaluation finale

L'évaluation finale du projet Go Green – Emploi vert et entrepreneuriat pour les jeunes au Mali intervient à l'issue de la période d'exécution du projet (mars 2023–2025). Elle s'inscrit dans une volonté partagée par SNV Mali et l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas de disposer d'un regard critique, structuré et documenté sur les résultats atteints, les effets induits, les bonnes pratiques identifiées, ainsi que les défis rencontrés au cours de la mise en œuvre. Contrairement à une simple enquête endline, cette évaluation s'appuie sur une démarche analytique orientée vers l'apprentissage, la capitalisation, et le renforcement des approches futures dans le domaine de l'emploi vert au Mali.

1.2.1. Portée de l'évaluation

La portée de la mission d'évaluation s'est étendue aux dimensions suivantes :

- **Géographique** : les quatre zones couvertes par le projet (Mopti, Ségou, Sikasso, District de Bamako) ont été prises en compte, avec des adaptations méthodologiques selon les contraintes locales.
- **Thématique** : l'évaluation a analysé les dispositifs d'insertion et d'entrepreneuriat vert, l'impact sur les jeunes participants (y compris les NEETs, PDI, migrants de retour), les dynamiques de genre et d'inclusion sociale, et les effets transversaux en termes de durabilité, innovation et cohésion sociale.

II. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA MISSION

L'évaluation a pris en compte des critères du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE : pertinence, efficacité, efficacité, durabilité et leçons apprises. Au regard du fait que les impacts immédiats ne peuvent pas être mesurés, l'équipe d'évaluation a analysé les attentes d'impact prévues dans la formulation / conception du projet à la lumière des résultats atteints et sur la base des évidences disponibles sur les effets du projet au-delà des résultats et des objectifs spécifiques, que ce soit des résultats positifs ou négatifs attendus ou inattendus.

Au-delà de sa finalité de redevabilité, l'évaluation se veut également un levier d'apprentissage stratégique. Elle a permis à SNV, à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas et aux partenaires locaux de tirer des enseignements concrets et contextualisés sur les modalités d'accompagnement des jeunes dans l'économie verte. À ce titre, l'équipe d'évaluation a produit, en plus des analyses techniques, des supports de capitalisation accessibles et orientés vers le dialogue d'apprentissage, en lien avec les bonnes pratiques, les défis rencontrés et les leviers de durabilité identifiés.

Critères	Définitions
Pertinence	Évalue dans quelle mesure les objectifs et approches du projet Go Green sont adaptés aux besoins exprimés par les jeunes participants, y compris les NEETs, les déplacés internes et les migrants de retour ; aux priorités nationales en matière d'emploi, de formation professionnelle, d'économie verte et de lutte contre le changement climatique et aux orientations stratégiques des partenaires de mise en œuvre et de l'ambassade des Pays-Bas.
Cohérence	Analyse dans quelle mesure le projet Go Green s'inscrit de façon cohérente dans l'écosystème global des initiatives en faveur de l'emploi des jeunes, de l'économie verte et de l'adaptation climatique au Mali. Évalue la conformité avec les orientations régionales et locales, la complémentarité et les synergies (ou les chevauchements) avec d'autres programmes ou politiques publiques. Cette analyse examine également l'alignement entre les différentes composantes du projet et leur articulation interne.
Efficacité	Mesure le degré de réalisation des résultats attendus selon la théorie du changement du projet, notamment l'atteinte des effets visés à travers les quatre trajectoires (connaissances, compétences, incubation, environnement favorable) ; la transformation effective des parcours des jeunes entrepreneurs ; la perception de valeur ajoutée par les parties prenantes locales.

	<p>De quelle manière les résultats du projet contribuent-ils à davantage de sécurité et de stabilité dans les régions de mise en œuvre ?</p> <p>Identifier et analyser les facteurs (contextuels ou tendances, événements, et actions des parties prenantes), qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats, en faisant ressortir les réponses et les enseignements.</p>
<p>Efficience</p>	<p>Apprécie dans quelle mesure les ressources mobilisées (financières, humaines, matérielles, techniques) ont été utilisées de façon optimale pour générer les résultats prévus ; avec un rapport coût/bénéfice raisonnable ; en garantissant une gestion efficace des moyens logistiques et institutionnels par les partenaires du projet.</p> <p>Le budget du projet pilote aurait-il pu être mieux dépensé ailleurs pour obtenir des résultats similaires ?</p>
<p>Effets/Impacts</p>	<p>Il s'agit d'identifier les acteurs qui ont bénéficié des actions du projet et l'on procédera à la description quantitative des effets et impacts du projet. L'évaluation de ce critère se fera à partir des entretiens et des observations directes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le projet a-t-il eu des effets négatifs ou positifs ? Lesquels ? ▪ Des violations des cibles ont-elles été détectées au cours du processus d'exécution du projet ? Dans les cas où elles ont été détectées, quelles mesures ont été prises ? ▪ Quels ont été les effets sur les groupes de participants, les institutions partenaires et d'autres groupes ? Le projet a-t-il eu des répercussions négatives sur certains groupes ? si oui, expliquer les. ▪ Le projet a-t-il contribué de manière significative à la réalisation des objectifs généraux ? Expliquer les.

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A-t-on obtenu des impacts positifs ou négatifs sur les cibles directes du projet ? si oui, expliquer les. ▪ Quels changements le projet a-t-il favorisé ou occasionné dans la vie des jeunes cibles ?
Durabilité	Évalue la capacité du projet à maintenir ses effets positifs après la fin du financement ; pérennité des entreprises soutenues et de l’insertion professionnelle des jeunes ; appropriation locale des outils, méthodes et innovations ; existence de mécanismes institutionnels, politiques ou communautaires favorisant la continuité des impacts ; analyse de la viabilité économique et financière des entreprises).
Leçons apprises	Identifie les enseignements clés issus de la mise en œuvre ce qui a bien fonctionné ou non dans l’approche Go Green ; les conditions de réussite ou d’échec ; les éléments transférables pour des projets similaires ou une mise à l’échelle ; une lecture critique de la théorie du changement et de ses hypothèses de départ à la lumière des résultats.

2.1. Attente de SNV et de l’ambassade

Les attentes exprimées par SNV Mali et l’Ambassade du Royaume des Pays-Bas, telles que formulées lors de la réunion de cadrage, couvrent les dimensions suivantes :

- La production d’un rapport rigoureux et structuré permettant d’apprécier les résultats du projet à l’aune de sa théorie du changement.
- L’identification de façon claire les réussites, les limites et les leviers d’amélioration des dispositifs de formation, d’accompagnement et d’insertion économique.
- La mise en évidence des récits de changement significatifs et des études de cas illustrant les effets du projet sur les jeunes entrepreneurs.
- Examiner l’inclusivité du projet, en particulier en ce qui concerne les groupes vulnérables (femmes, NEETs, déplacés internes, migrants de retour).
- Faire une analyse fine de la durabilité des actions entreprises et de leur potentiel de mise à l’échelle dans d’autres contextes au Mali.
- Proposer des recommandations concrètes, opérationnelles et priorisées afin d’améliorer les futures interventions dans le domaine de l’économie verte et de l’emploi des jeunes.

- Élaborer des supports de capitalisation et d'apprentissage accessibles aux partenaires, en lien avec les messages clés du rapport.

III. METHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, l'évaluation a utilisé une approche participative et inclusive impliquant toutes les parties prenantes (jeunes entrepreneurs et partenaires de mise en œuvre) prenant en compte les droits humains (garantir la participation, la transparence, la confidentialité et la responsabilité) et le genre (hommes, femmes, jeunes, personnes en situation de handicap) de manière transversale conformément aux normes et standards d'évaluation du Groupe de l'Evaluation des Nations Unies (UNEG).

Cette évaluation finale a été descriptive avec un caractère analytique des performances réalisées au cours des années d'exécution du projet (2023 - 2025) comparativement aux données de référence. Après une description de l'état actuel des principaux indicateurs (données quantitatives disponibles) une analyse comparative de ces indicateurs en début de projet (2023) a indiqué les effets induits du projet notamment en termes de changement de conditions de vie des populations cibles du projet (Go Green).

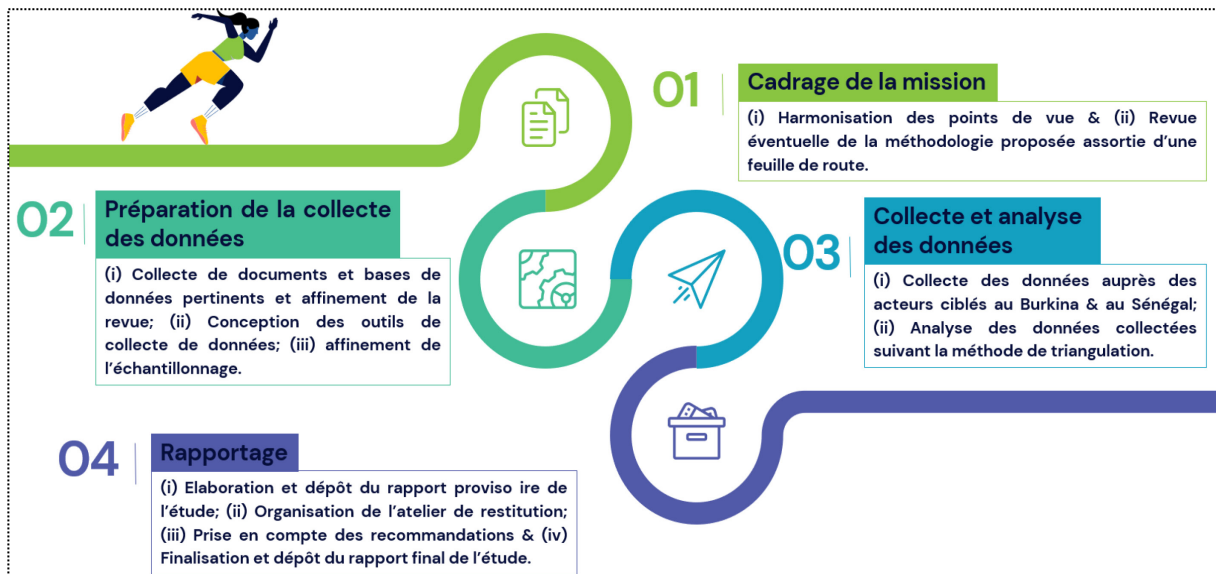
L'évaluation a porté sur une approche orientée vers l'usage, centrée sur les effets induits, les apprentissages et les pratiques innovantes du projet. Cette approche est déclinée selon les principes suivants :

- Triangulation des données : croisements systématiques entre sources primaires, secondaires et qualitatives.
- Implication active des parties prenantes : implication les jeunes, les partenaires locaux et de SNV dans la collecte et la validation des résultats.
- Lecture différenciée : analyse tenant compte du genre, du statut socio-économique, et de la région d'intervention.
- Alignement sur la théorie du changement et les 4 trajectoires du projet.

Ce qui nécessite de scruter scrupuleusement le paquet d'interventions afin de déceler les activités qui ont induit ces changements. Pour ce faire, nous utiliserons un cadre logique basé sur la chaîne logique et le modèle de la théorie du changement qui explique les raisons et l'enchaînement qui sous-tend la manière dont le BUT a été atteint et comment les activités ont été sélectionnées

En définitive, l'approche méthodologique a utilisé la composante qualitative, en plus de la revue documentaire. La démarche opérationnelle a consisté précisément à documenter l'ensemble des indicateurs clés du projet, associant une collecte transversale de données (approche quantitative déjà réalisée) portant sur les indicateurs d'impacts et d'effets notamment sur l'emploi vert et entrepreneuriat pour les jeunes au Mali.

L'évaluation s'est faite en 4 étapes :



3.1. Phase de cadrage de la mission et réunion de cadrage

La session de cadrage avec l'équipe de gestion de l'évaluation a permis d'avoir une vision consensuelle et harmonisée de l'étude, mais aussi une meilleure idée des attentes du commanditaire par rapport à cette évaluation. Elle a permis de faire la revue des termes de référence de l'étude, afin d'harmoniser la compréhension de son contenu et l'ajuster au besoin en ayant une compréhension commune du travail demandé. Elle a consisté aussi à expliquer clairement la méthodologie de la consultation et le travail à faire. Enfin, elle a amené les parties prenantes à échanger davantage sur l'organisation globale du travail demandé pour atteindre les résultats escomptés. La réunion de cadrage a permis de valider la note de cadrage méthodologique afin de donner le go définitif de la mission.

3.2. Revue documentaire

Ce travail de recherche documentaire a été réalisé tout au long des activités de l'évaluation. Elle a consisté à l'exploitation de la documentation existante en vue de l'état d'avancement des travaux antérieurs sur les domaines concernés par le projet. Les documents de projet (la proposition de programme, le rapport initial, l'analyse du marché vert, les rapports narratifs et les évaluations). L'équipe de consultants a utilisé aussi la cartographie de l'écosystème entrepreneurial RVO, les stratégies Maliennes en matière d'emploi, etc. et d'autres documents du projet et des services techniques impliqués ont été capitales pour cette phase documentaire.

L'objectif principal de cette étape a été d'extraire, d'analyser et de croiser les informations disponibles pour :

- Mieux comprendre la logique d'intervention, les résultats visés et le cadre opérationnel du projet ;
- Identifier les données existantes et les écarts d'information à combler par la collecte de terrain ;
- Alimenter la finalisation du protocole d'évaluation, des outils de collecte et du plan d'analyse.

3.3. Echantillonnage

Les populations cibles de l'évaluation sont :

- Jeunes participants directs : entrepreneurs verts, jeunes à risque (NEET, déplacés internes, migrants de retour), cibles de stages ou formations vertes ;
- Acteurs de l'écosystème : incubateurs, centres de formation professionnelle (CFP), institutions d'enseignement supérieur (IES), institutions publiques, collectivités locales, institutions financières ;
- Coachs verts : accompagnateurs terrain ;
- Ménages ou membres de la communauté locale indirectement touchés ;

Acteurs politiques et institutionnels : ANPE, APEJ, mairies, chambres consulaires, conseil régional, partenaires/INGOs/institutions avec le même but comme la création d'emplois pour les jeunes pour discuter leurs avis sur les modalités du programme et son efficacité, les experts thématiques avec les bailleurs (LuxDev).

Pour cette phase de collecte des données, nous avons utilisé un échantillonnage raisonné basé sur la diversité des profils, combinant entretiens semi-structuré, études de cas et discussions de groupe. Il s'agit de sélectionner des personnes susceptibles de fournir des informations pertinentes qui répondent aux objectifs fixés par les termes de référence.

L'échantillonnage raisonné, aussi appelé échantillonnage par jugement ou échantillonnage intentionnel, est une méthode de sélection d'un échantillon non probabiliste. Dans cette approche, les participants sont choisis en fonction de leur connaissance du sujet, de leur expertise, ou de leur capacité à fournir des informations pertinentes afin de mieux éclaircir les résultats produit par le projet. Cette technique a consisté à choisir les cibles à enquêter de manière ciblée et non aléatoire tout en tenant compte des critères de genre, de vulnérabilité et de région de résidence.

Dans cette étude, il a consisté à choisir les cibles appropriées qui puissent fournir à l'équipe de collecte, des informations pertinentes qui puissent répondre aux objectifs recherchés par l'évaluation.

Tableau 1 : Nombre de cibles appuyées le projet par région

Catégorie de la Cible		Nombre par Région				Total
		Bamako	Sikasso	Ségou	Mopti	
Nombre de jeunes femmes, de jeunes hommes et de jeunes à risque : les migrants de retour, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEET)	Jeunes formés et accompagnés en entrepreneuriat	240	320	320	384	1264
	Jeunes formés et accompagnés pour le stage et l'emploi	240	320	320	256	1136
CFPs/IES		7	5	3	3	18
MPME accompagnés sur l'emploi décent et vert		21	30	29	10	90
MPME accompagnés et financées par la BSIC dans le cadre du projet GO GREEN		9	13	13	5	40
Green Youth Board		5	5	5	5	20
Green Coach		15	18	17	15	65
Total		516	681	678	668	2633

Tableau 2 . Focus Groupes

Région	Cible (M+F)	Réalisé	Taux de réalisation	Observations
Bamako	6	6	100%	Collecte complète
Mopti	7	7	100%	Collecte complète
Ségou	6	6	100%	Collecte complète
Sikasso	6	6	100%	Collecte complète

Tableau 3 . Entretiens avec les parties prenantes

Les entretiens institutionnels et techniques ont été finalisés, bien que certains acteurs n'aient pas été disponibles ou aient refusé de participer.

Région	Cible	Réalisé	Taux de réalisation	Observations
Bamako	16	16	100%	Collecte complète malgré l'absence de certaines institutions publiques
Mopti	19	14	74%	Certaines structures (BSIC, ANPE) non concernées ou indisponibles
Ségou	21	17	81%	Quelques refus ou indisponibilités observés
Sikasso	20	18	90%	Un centre de formation absent ou refusant de participer

Tableau 4 Entretiens individuels approfondis

Région	Cible	Réalisé	Taux de réalisation	Observations
Bamako	34	32	94%	Collecte complète, quelques structures non disponibles
Mopti	35	34	97%	Collecte complète, BSIC non concerné localement
Ségou	37	27	73%	Plusieurs refus observés (APEJ, BSIC, centres de formation)

Sikasso	33	32	97%	Collecte complète avec quelques absences
---------	----	----	-----	--

Tableau 5 . Études de cas

Région	Cible	Réalisé	Taux de réalisation	Observations
Bamako	10	10	100%	Collecte complète
Mopti	10	10	100%	Collecte complète
Ségou	10	10	100%	Collecte complète
Sikasso	10	10	100%	Collecte complète

Tableau 6 . Outcome Harvesting

Région	Cible	Réalisé	Taux de réalisation	Observations
Bamako	36	35	97%	Collecte quasi complète pour CFPs/IES
Mopti	23	23	100%	Collecte complète
Ségou	38	37	97%	Collecte quasi complète, un membre injoignable
Sikasso	36	35	97%	Collecte quasi complète, un membre non enquêté

3.4. Technique et outils de collecte

Pour cette évaluation, le type d'enquête qui a été utilisé est l'enquête qualitative dans le but de comprendre davantage les opinions, perceptions et aspirations des principales cibles du projet. Cinq (5) types d'outils de collecte ont été élaborés et utilisés en fonction des différentes cibles :

Le guide d'entretien en individuel ou en focus group a été adressé à toutes les personnes éligibles dans le cadre du projet. Ce guide d'entretien a permis de collecter des informations précises et approfondies sur les thématiques de l'évaluation.

Cette méthodologie qualitative a permis de documenter les récits de changement, les facteurs de résilience et les processus d'innovation sociale portés par les jeunes, en lien avec l'économie verte.

3.5. La revue et analyse documentaire

Elle a été basée sur une exploitation des différents documents (Etat, services techniques,) servant de référentiels afin de rendre disponible les données pertinentes sur les cibles du projet. Les documents (Cadre logique, rapports périodiques, le budget utilisé etc.), rapports, brochures, publications, etc. ont été sollicités à toute fin utile. Enfin, toute documentation susceptible d'apporter un éclaircissement ou une plus-value à la compréhension des réalisations du projet (Go Green) a été également exploitée.

3.5.1. Les entretiens semi-direct

Les entretiens individuels ont été réalisés auprès des informateurs tels les coordinateurs et les chargés du projet Go Green, personnel clé du programme, organisme de mise en œuvre, les partenaires du programme (organismes gouvernementaux, incubateurs, banques, universités), autorités au niveau des régions de mise en œuvre, groupes cibles / populations locales et d'autres parties prenantes dans le programme ; ainsi que le personnel qui les anime.

Les différentes interviews individuelles ont porté sur les connaissances, perceptions, attitudes et pratiques des cibles directes du projet.

3.5.2. Les focus group

Les focus group ont été réalisés avec les personnes éligibles (jeunes hommes, jeunes femmes). Ces focus group ont porté, à l'image des entretiens individuels, sur les connaissances, perceptions des cibles en relation avec les thématiques du projet. A chaque cible, il a été adressé des questions spécifiques en relation avec les thématiques.

3.6. Méthode « Outcome Harvesting »

Cette méthode permet de remonter à partir d'un changement observé vers l'intervention qui y a contribué. Elle a été utilisée pour identifier des effets inattendus ou indirects, ainsi que pour alimenter les leçons apprises et les recommandations.

Il s'est agi par cette méthode d'identifier les changements observés à travers le comportement des individus, des groupes, des organisations, suite à l'intervention.

3.7. Récits de changements et études de cas :

Ils ont servi à illustrer de manière vivante les effets du projet sur des cibles spécifiques, en mettant l'accent sur les trajectoires individuelles et les contextes locaux. Ils ont été sélectionnés pour leur caractère exemplaire, atypique ou particulièrement éclairant.

3.8. Phase de la collecte de données

Elle a concerné la formation des enquêteurs, la préparation du terrain, les ressources techniques, le déploiement des équipes sur le terrain.

3.8.1. La formation des enquêteurs

La formation des enquêteurs/superviseurs a été essentielle pour une meilleure compréhension des outils qualitatifs qui ont été utilisés. Elle a porté sur les aspects suivants :

- La présentation des objectifs de l'étude et des grandes lignes de la méthodologie ;
- La définition des concepts clés utilisés dans la collecte des données ;
- La présentation de l'échantillon et des cibles concernées par l'enquête qualitative ;
- La présentation de la structure générale des guides d'entretiens et du public cible auquel chaque guide est adressé ;
- L'examen des outils de collecte de données qualitatives ;

Vu que l'étude se veut participative et inclusive des différentes parties prenantes, les représentants des différentes collectivités territoriales d'enquêtes ont été informés à l'avance de la venue des enquêteurs et superviseurs sur le terrain.

Les autorités ont été contactées en amont par des voies indiquées et avec l'implication du commanditaire.

3.8.2. Organisation de l'équipe sur le terrain et collecte de données

Pour la réalisation de la collecte de données, en se basant sur les expériences d'études similaires, un effectif de 18 enquêteurs (2 femmes et 16 hommes) a été recrutés pour une durée de 10 jours de travail effectif pour la collecte des données et la transcription.

Les enquêteurs ont été repartis en équipe et affectés à la zone de l'étude (toutes les régions concernées). Les superviseurs au nombre de 4 ont été recrutés et chargés d'appuyer les consultants et les enquêteurs.

Tableau 7 : Nombre d'enquêteurs par région

REGIONS	Nombre d'enquêteurs	Nombre de superviseurs	TOTAL	Nombre de jours de travail
Ségou	6	1	7	16
Sikasso	4	1	5	13
Mopti	6	1	7	15
Bamako	2	1	3	16
TOTAL	18	4	22	14

3.8.3. Assurance qualité des données

Un dispositif a été mis en place au niveau de la Société de Développement International (SDI)Inc pour assurer la qualité des données pendant la collecte et le traitement des données. Ce dispositif intègre une formation pédagogique et informatique de l'équipe de collecte, un

pré-test des outils de collecte et une définition d'indicateurs de qualité intégrés à un tableau de bord pour le suivi régulier des données transférées sur le serveur.

3.8.4. Prise en compte du genre

La Société de Développement International (SDI)Inc est persuadée que le succès des programmes mis en œuvre passe par une prise en compte du genre dans leur élaboration et leur mise en œuvre. C'est pourquoi nous avons dû prendre en compte le genre dans les différentes étapes de mise en œuvre de cette étude afin que les résultats reflètent les avis et expériences des femmes et des hommes, des jeunes, personnes en situation de handicap.

Les outils de collecte intègrent des questions permettant de désagréger les résultats femmes-hommes, enfants, personnes en situation de handicap et d'identifier d'éventuelles disparités. Le recrutement et le test des outils ont également tenu compte du genre afin de capter les spécificités liées à l'aspect genre.

- ***Transparence et rigueur dans le traitement des données***

Les données collectées ont été traitées et analysées selon une rigueur scientifique et dans la transparence. Ainsi, des scripts ont été élaborés pour nettoyer les données et produire les résultats. Ces scripts permettront de vérifier les actions entreprises dans le cadre du traitement des données. Ces scripts seront mis à la disposition du commanditaire à des fins de vérification.

- ***Protection des données***

Les bases de données brutes et nettoyées ont été protégées par des mots de passe et anonymisées pour éviter que les réponses des enquêtés en soient identifiées.

- ***Utilisation des données***

Les données collectées ne peuvent être utilisées à d'autres fins en dehors des objectifs de l'étude.

3.8.5. Traitement des données

Dans le cadre de cette étude, les données qualitatives collectées (entretiens semi-directifs, discussions de groupe, observations de terrain, etc.) ont été traitées à l'aide du logiciel NVivo, un outil spécialisé dans l'analyse qualitative. L'utilisation de NVivo a permis une organisation rigoureuse, un codage systématique et une analyse approfondie des contenus textuels en lien avec les objectifs de l'étude.

3.8.6. Personnel de mise en œuvre de la mission

L'équipe proposée pour la mission est composée d'un chef de mission, Expert en évaluation de projets, Spécialiste genre et inclusion, un statisticien programmeur Spécialiste en analyse de données, un coordonnateur logistique terrain/Assistant d'étude. À ceux-ci s'ajouteront 18 agents enquêteurs, 4 superviseurs pour la collecte des données qualitatives à travers les discussions de groupe.



3.8.7. Difficultés rencontrées pendant la collecte des données

La mise en œuvre de la collecte des données a été globalement satisfaisante, mais elle a connu certaines difficultés qui ont influencé le processus de collecte. Ces contraintes se présentent comme suit :

- **Indisponibilité des cibles, notamment en milieu urbain** : De nombreux cibles ciblés, en particulier dans les grandes villes, étaient occupés par leurs activités professionnelles ou personnelles, rendant difficile la tenue d’entretiens spontanés. Pour pallier cette contrainte, l’équipe d’évaluation a dû multiplier les prises de rendez-vous, ce qui a entraîné un allongement du calendrier de collecte et parfois une réorganisation logistique.
- **Refus de participation de certains répondants** : Quelques personnes identifiées comme cibles potentielles ont exprimé un refus de participer, au motif qu’elles n’avaient pas directement pris part à la mise en œuvre ou bénéficié du projet GO GREEN (notamment, le centre EMAP-Pascal de Sikasso). Ces refus ont limité la diversité des points de vue attendus.
- **Injoignabilité de certaines cibles** : Malgré plusieurs tentatives de contact (appels téléphoniques, visites programmées), certaines cibles sont restées totalement injoignables. Les entretiens prévus avec eux ont dû être abandonnés et remplacé par d’autres disponibles (un Green Youth Board de la région de Ségou est à l’extérieur du pays et un autre hors de la région de Ségou au moment de la collecte).

Ces contraintes, bien que réelles, n’ont pas compromis la qualité globale de l’évaluation. Les efforts d’adaptation méthodologique (réorganisation des rendez-vous, focalisation sur les cibles actives et les acteurs clés) ont permis de recueillir des données riches, diversifiées et représentatives des expériences et perceptions des parties prenantes.

3.8.8. Limites de l'évaluation

- Comme toute évaluation, celle du projet GO GREEN présente un certain nombre de limites méthodologiques et contextuelles qui doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats :
- Accès limité à certaines zones : L'insécurité persistante dans certaines localités (notamment dans la région de Mopti) a restreint l'accès aux cibles et partenaires, réduisant ainsi la représentativité géographique des données collectées.
- Durée d'observation limitée : Le projet n'ayant été mis en œuvre que sur une période de deux ans, il est encore tôt pour mesurer pleinement les effets à long terme, notamment en matière de durabilité des entreprises créées et d'ancrage institutionnel.
- Biais de perception : Les données qualitatives recueillies à travers les entretiens et focus groups peuvent refléter des biais liés à la désirabilité sociale, les cibles étant parfois enclins à mettre en avant les aspects positifs pour valoriser le projet. Pour atténuer ces biais, l'équipe d'évaluation a fait une synthèse des informations collectées à travers une triangulation rigoureuse des sources (les entretiens, les focus groups et les sources documentaires). Les enquêteurs ont été formés à encourager l'expression libre, dans un cadre confidentiel et neutre.
- Contraintes logistiques et temporelles : Le calendrier de collecte de données était relativement serré, ce qui a pu limiter la profondeur de certaines investigations, notamment pour les études de cas approfondies.

Malgré ces limites, les résultats obtenus fournissent une base solide pour apprécier la pertinence, l'efficacité et l'impact du projet, tout en mettant en lumière des pistes concrètes pour la consolidation et la mise à l'échelle des acquis.

IV. RESULTATS DE L'EVALUATION

Le Mali avec une population de 22 395 489 hbts selon le RGPH2022, dont 75% vivent en milieu rurale, fait face à d'énormes défis à relever notamment dans le domaine environnemental qui est affecté par les effets du changement climatique, alimentaire et nutritionnelle, énergétique et surtout l'emploi des jeunes. Les jeunes de 15-34 ans constituent 32% et la population féminine de 15 – 49 ans fait 45,7% de la population selon les données du RGPH 2022. La situation sécuritaire difficile du pays ajouté aux effets négatifs des changements climatiques crée une situation de vulnérabilité au sein de la population particulièrement chez les jeunes, les femmes, les personnes déplacées et les personnes en situation de handicap.

Le projet GO GREEN qui fait objet de la présente évaluation vient en réponse à ces situations difficiles en termes d'emploi et d'entrepreneuriat verts chez les jeunes hommes et femmes, y compris les plus vulnérables. L'objectif du projet GO GREEN est de contribuer à augmenter les revenus des jeunes femmes et des jeunes hommes évoluant dans l'économie verte grâce à des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat décentes et inclusives dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'énergie et de l'eau.

GO GREEN vise à atteindre ces objectifs à travers les 4 trajectoires suivantes :

- T1 : Études et développement des connaissances et création d'opportunités, en particulier sur le changement climatique, l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et le plaidoyer au sein de l'écosystème entrepreneurial ;
- T2 : Développement des compétences écologiques en soutenant les centres de formation professionnelle et le développement de leurs programmes, et en travaillant sur des techniques écologiques innovantes, par exemple dans le domaine de l'agriculture ;
- T3 : le développement de modèles d'entreprise avec les micros et petites entreprises (MPME), incubation, soutien et accélération des petites entreprises ;
- T4 : œuvrer à la création d'un environnement plus propice à la croissance d'une économie verte.

Les résultats du présent rapport font l'état des changements induits au cours de cette phase pilote (2023 - 2025) à travers les critères (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, effets/Impacts, durabilité, leçons apprises) d'évaluation de l'OCDE et ou du CAD.

4.1. PERTINENCE

Au Mali en général et les régions (Bamako, Mopti, Ségou et Sikasso) d'intervention du projet GO GREEN en particulier, les principaux problèmes d'emploi des jeunes sont caractérisés par un chômage élevé et persistant, une inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, une forte présence dans le secteur informel, des inégalités régionales et des difficultés spécifiques pour les femmes et les personnes vulnérables. Cette situation est aggravée par une croissance démographique rapide, une économie peu diversifiée et des politiques publiques peu adaptées, menant à une insertion professionnelle précaire et des risques sociaux élevés. A cela s'ajoute les aléas climatiques qui ont un impact négatif sur l'environnement, les revenus et les productions agricoles.

L'emploi et l'entrepreneuriat verts ont été le principal domaine d'intervention du projet GO GREEN durant ses deux années de mise en œuvre. Ce secteur reste toutefois marqué par des contraintes majeures, notamment l'absence de formations adaptées, l'inadéquation entre

compétences et besoins du marché, l'insuffisance de financements et de soutiens aux entreprises, ainsi que l'accès limité aux équipements et aux matières premières. S'y ajoutent une faible connaissance des opportunités par les consommateurs, l'instabilité sécuritaire et les aléas climatiques, qui accentuent l'incertitude économique. Dans ce contexte, l'action de GO GREEN apparaît particulièrement pertinente.

Les données collectées auprès des différentes parties prenantes nous révèlent en quoi les objectifs et approches du projet Go Green sont adaptés aux besoins exprimés par les jeunes participants, y compris les NEETs, les déplacés internes et les migrants de retour et les politiques nationales en matière d'emploi, de formation professionnelle et d'économie verte.

Il ressort de la synthèse de ces informations que Go Green a été conçu pour répondre à des besoins environnementaux et sociaux urgents tels que la déforestation, la dégradation des sols, le manque de sensibilisation au changement climatique et le chômage des jeunes. Les besoins prioritaires auxquels GO GREEN a apporté des réponses sont les suivants selon l'analyse des données qualitatives en focus group.

- L'employabilité des jeunes dans le secteur vert ;
- L'adaptation aux effets du changement climatique à travers une dynamique d'innovation et de promotion de pratiques durables.
- La formation des jeunes sur les compétences vertes et l'économie verte ;
- La protection de l'environnement et la lutte contre la dégradation des ressources naturelles,
- Le manque d'opportunités d'emploi verts pour les jeunes ;
- Le déficit de mise en relation entre les entreprises et les institutions financières ;

4.1.1. La pertinence de l'intervention dans le contexte local

Au niveau local dans le cadre de la protection de l'environnement Go GREEN a mené des activités pour le reboisement, l'agriculture durable, l'accès à la terre de façon équitable avec l'implication directe des jeunes. Selon le rapport annuel de GO GREEN « *Les Green Youth Board (GYB) ont mené une campagne au niveau des zones d'intervention du projet auprès du grand public autour du changement climatique, de l'accès équitable à la terre et du reboisement notamment à Koboïla (Sikasso) et Fanzana (Ségou), réunissant différents acteurs* »¹. Cette activité, à travers la sensibilisation, a permis le reboisement et la protection de la forêt de Fanzana, le don de kits d'assainissement et actions de sensibilisation, menées avec l'implication de la mairie et des leaders locaux au niveau de la région de Ségou. Ces éléments sont adaptés aux réalités locales, notamment rurales, et répondent aux enjeux de résilience écologique et économique.

Il ressort de la synthèse des données collectées auprès des parties prenantes (Baara Buluw, Impact HUB, l'Ambassade, SNV, ICRA), les informations suivantes qui expriment la pertinence de l'intervention de GO GREEN auprès des populations cibles :

- Le développement des compétences vertes ;
- L'intégration du genre et de l'inclusion, avec un quota spécifique pour les femmes, dont l'âge maximum a été porté à 40 ans, contre 18 à 35 ans pour les hommes ;
- Le développement de secteurs verts porteurs et adaptés à la réalité de chaque région

¹ Rapport Narratif Annuel 2024, GO GREEN, P 11.

d'intervention, notamment l'élevage et la pêche durable, l'agriculture durable avec un accent particulier sur le maraîchage, la gestion des déchets, la transformation agroalimentaire durable, l'énergie renouvelable, la technologie, eau et assainissement.

- Le développement durable impliquant toutes les couches sociales ;
- Le recours à des incubateurs déjà engagés dans l'accompagnement des jeunes et disposant d'une bonne connaissance des réalités locales ;
- L'organisation de visites de terrain régulières par les incubateurs pour assurer un suivi de proximité et une meilleure évaluation des progrès réalisés.

L'adhésion des cibles du projet à ces activités démontre leur niveau de pertinence, car elles répondent aux aspirations réelles des communautés locales.

Selon un cadre de BAARA BULUW à Bamako, ayant participé à GO GREEN :

« Les éléments le plus pertinents dans le contexte local est l'axe formation et mise en relation avec les entrepreneurs, les jeunes ont beaucoup été formé dans leurs secteurs respectifs et concernant l'approche, je pense que c'est une bonne approche mais les partenaires peuvent faire beaucoup d'amélioration. Et comme priorité local c'est l'incubation, on essaie de cerner le type de jeunes à former et les apporter des formations adéquates pour répondre à ces besoins spécifiques. Ils ont suivi la logique de la politique nationale pour pouvoir travailler dans les bonnes conditions ».

Pour un jeune de Ségou Mamadou Camara, lors des focus group :

- *« Avant le projet je ne travaillais pas et mon niveau de revenu était très faible. »*
- *« J'étais en chômage et j'avais de peine à subvenir à mes besoins. »*
- *« Avant Go Green, je faisais la transformation de produits agricoles mais c'était difficile. »*

Cette situation témoigne d'un besoin réel de soutien à l'insertion professionnelle et à l'autonomisation économique.

4.1.1.1. L'implication des jeunes dans le projet GO GREEN

Les jeunes cibles rencontrés pendant les focus group ont affirmé être dans GO GREEN depuis trois ans. L'implication des jeunes dans le projet s'étale entre **2022 et 2024**, en fonction des phases d'intervention. Certains ont rejoint Go Green dès le lancement, tandis que d'autres y ont accédé plus récemment. Les principales activités mentionnées sont les **formations techniques et entrepreneuriales**, l'**embouche bovine**, le **coaching** ainsi que l'**incubation**. Quelques cibles ont joué un rôle particulier en tant que **green coaches**, contribuant à l'accompagnement d'autres jeunes.

Pour Bintou Konipo (Green Coach), une jeune femme rencontrée pendant les focus group à Mopti :

- *« Depuis 2023 je fais l'embouche bovine. »*
- *« Depuis avril 2024 je participe à la formation suivie de l'incubation. »*
- *« Depuis 2022 j'étais green coach. »*

Cela montre une **diversité d'expériences** et une **progression différenciée** selon les opportunités offertes d'où la pertinence de l'intervention.

4.1.2. L'approche « par et pour les jeunes »

Cette approche répond aux préoccupations des cibles et particulièrement les jeunes. En effet, il y ressort des entretiens avec les parties prenantes que cette approche favorise l'engagement, la responsabilisation et le développement de compétences chez les jeunes. Elle est perçue comme un levier d'autonomisation.

En plus, cette approche s'est révélée très pertinente lors des sessions de formation, de coaching et d'accompagnement selon les répondants. Selon Sidi SAMAKE, coordinateur Impact Hub Mopti « *les chargés d'accompagnement, Green Coachs et expert verts, étant eux-mêmes jeunes, ont pu facilement développer une communication fluide avec les jeunes* ». Cela a permis aux jeunes d'être des ambassadeurs verts pour la promotion des pratiques durables.



*Sidi SAMAKE,
Coordinateur Impact Hub*

4.1.3. La pertinence du projet GO GREEN selon jeunes cibles

A la suite des échanges avec les jeunes en focus groupe, la plupart d'entre eux (90% de jeunes) estiment que Go Green a apporté des réponses significatives à leurs besoins. Ainsi en termes de renforcement des capacités en économie verte « *98 % des groupes d'impact déclarent avoir bénéficié d'une formation ou acquis des compétences spécifiques, et 95 % affirment un renforcement significatif de leurs capacités* »¹. Par type de jeune, il ressort que « *94 % des jeunes entrepreneurs ont été formés en entrepreneuriat vert et compétences de vie. En gestion d'entreprise, les MPME affichent une forte représentation avec 90 % formés, contre 52 % chez les Green preneurs et 8 % chez les jeunes en insertion* »².

Les activités bénéficiées concernent principalement selon la synthèse des focus groups :

- **La formation et renforcement des capacités techniques** : en effet, le projet a, au cours des deux années de mise en œuvre, renforcé les capacités de 2400 jeunes dont 50% de femme et 76% de jeune vulnérables en entrepreneuriat vert, changement climatique, emploi vert ;
- **L'augmentation des revenus** :
- Selon **Mamadou Coulibaly** un jeune de Ségou « *Avant GO GREEN, je ne gagnais même pas 50 000fcfa comme bénéfice par mois, mais maintenant je peux gagner 200 000 FCFA* ».
- **Développement de la confiance en soi** :
- Pour **Salia Traoré** un jeune entrepreneur de Sikasso « *Avec le projet GO GREEN, j'ai la compétence nécessaire et j'ai confiance en ce que je fais dans l'exercice de mon métier* ».

¹ Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025, P 10.

² Idem, P 10., P 10.

- Cependant, quelques participants signalent des **limites** : certains n'ont pas bénéficié d'un accompagnement post-formation suffisant, ce qui a freiné l'impact durable de leur insertion.

Mohamed Camara, un jeune entrepreneur de Bamako évoluant dans l'agriculture :

« Oui le projet a répondu à mes besoins parce qu'il m'a formé et accompagné. »

« Le projet a permis d'augmenter mon revenu et m'a donné plus de confiance. »

« Oui j'ai été formé mais je n'ai pas eu d'accompagnement concret après. »

✚ **Prise en compte des intérêts des jeunes et des MPME par les institutions selon l'outil Outcome Harvesting**

Il ressort de l'analyse des données que les institutions partenaires et acteurs de l'écosystème ont progressivement intégré les besoins spécifiques des jeunes et des MPME. Cela s'est manifesté par un **accès renforcé aux financements** (ex. BSIC), une meilleure reconnaissance des initiatives locales et des opportunités d'intégration dans les chaînes de valeur agroalimentaires et énergétiques.



Etang d'une MPME financée par BSIC

✚ **Engagement des institutions publiques (OH)**

Les informations collectées nous montrent que certaines institutions publiques (APEJ, CFP/IES, services techniques) ont commencé à s'engager dans la réduction des barrières systémiques rencontrées par les jeunes. Le soutien financier et institutionnel, bien que naissant, marque un changement notable dans les pratiques.

4.1.4. La transition verte



Confiture de mangue des femmes du centre de formation GADOSSO Sévéré (Mopti)

Les jeunes rencontrés en focus group confirment la pertinence de la transition verte dans les régions d'intervention du projet. Selon eux, « elle constitue une réponse concrète aux défis environnementaux et économiques auxquels les communautés sont confrontées. Ils estiment que grâce au projet Go Green, des actions concrètes ont été prises, notamment la sensibilisation des jeunes sur l'utilisation des biopesticides, la transformation des déchets en produits utiles, l'adoption de pratiques agricoles durables pour s'adapter aux effets du changement climatique, ainsi que la promotion de secteurs verts porteurs tels que l'agriculture

durable, les énergies renouvelables, la transformation agroalimentaire durable, l'élevage et la pêche durable ».

Au-delà de ces témoignages rapportés par les jeunes cibles, le projet Go Green a accompagné la transition verte (soit 85 % des jeunes qui affirment avoir modifié leur approche)¹ à travers des actions structurantes : « Pour insérer davantage les jeunes dans la mise en œuvre et renforcer leur leadership et leur engagement dans la transition vers une économie durable, un Green Youth Board de 20 jeunes (35% femmes) est mis en place pour appuyer l'équipe du projet dans ses réflexions stratégiques. A travers ces jeunes leaders, 3 013 jeunes et acteurs locaux ont été sensibilisés sur l'économie verte et le changement climatique via des formations, ateliers et campagnes médiatiques, tout en menant une Recherche Action Participative appuyé par Go Green »². Cela démontre la détermination du projet à répondre aux besoins des jeunes face aux défis environnementaux et l'engagement des jeunes à être autonome.

La transition verte selon un répondant aux questions à **BAARA BULUW Bamako** «la transition verte est un thème pertinent, parce que c'est nouveau ici et c'est de ça que les jeunes entrepreneurs ont besoin et comme éléments innovants de ce projet est les nouvelles technologies adaptées et les nouvelles idées que les jeunes adoptent viable et porteur dans l'entreprenariat.

Les enjeux liés à l'environnement dans l'aspect changement climatique, ça prend toujours le côté environnemental et durable. Au niveau du processus, nous avons eu à faire à des formations pour pouvoir mieux cerner le contexte en termes de formation des formateurs. Du côté innovation, les nouvelles approches dans le programme, l'accent est mis sur l'innovation dans le système entrepreneurial ».

Dans la même logique, il ressort des données du rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN que « *des actions de plaidoyer développé et déployé par les jeunes femmes, hommes pour changer leur représentation dans les mécanismes clés de l'écosystème ont eu lieu dans les 4 régions d'intervention du projet. Cela a pour objectif d'accroître leur représentation ou faire valoir leurs intérêts dans l'économie verte Il s'agit :*

- *Sikasso : Des sessions de plaidoyer dans la commune de Kaboila, en collaboration avec des planteurs verts, visant à sensibiliser les jeunes sur le changement climatique et l'utilisation des engrais chimiques ;*
- *Ségou : Plaidoyer sur le reboisement et la sensibilisation autour de la forêt de Fazana, impliquant les Eaux & Forêts et des acteurs locaux ;*
- *Mopti : Plaidoyer sur le reboisement, dons de kits d'assainissement et campagnes de sensibilisation auprès de la mairie et des leaders communautaires ;*
- *Bamako : Sensibiliser et mobiliser les institutions publiques locales – notamment les communes et agences de développement – afin qu'elles reconnaissent et soutiennent*

¹ Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025, P 10.

² Rapport Narratif Annuel 2024, P

officiellement l'entrepreneuriat vert, en vue de créer un environnement propice aux initiatives durables »¹.

4.1.5. Les éléments innovants du projet

Les innovations les plus citées par les jeunes lors des focus groups réalisés portent sur l'usage **de technologies solaires, le compostage, le recyclage, la création de clubs verts dans les écoles et l'intégration des jeunes dans les instances locales.**

Ces éléments sont perçus comme novateurs et porteurs de changement durable. Selon la synthèse des entretiens réalisés avec les parties prenantes les éléments innovants de GO GREEN afin de répondre aux aspirations des cibles portent sur les aspects suivants :

- L'approche participative inclusive qui prend en compte les besoins réels de chaque cible ;
- Le mécanisme de financement développé avec les banques, notamment avec la BSIC ;
- Les missions de supervision et de prospection sur le terrain qui ont permis de faire des évaluations pratiques des activités de chaque entreprise ;
- La transformation des déchets solides et plastiques par de nombreux jeunes en produits utiles tels que le compost et les pavés ;
- L'utilisation d'emballages biodégradables dans la commercialisation des produits alimentaires ;
- La transformation agroalimentaire sans recours aux conservateurs chimiques ;
- L'usage de technologies solaires, le compostage, le recyclage, la création de clubs verts dans les écoles et l'intégration des jeunes dans les instances locales

Dans cette logique, il faut noter que *« l'accompagnement des jeunes hommes et femmes, y compris les jeunes vulnérables, par leurs pairs est un aspect innovant mis en place par le Projet GO GREEN. Ainsi, 43 jeunes Green Coachs recrutés, dont 18 jeunes femmes ont été renforcés en :*

- *Innovation verte : Utilisant l'approche 'Human Centered Design Thinking' pour accompagner les idées d'entrepreneuriat vert des jeunes Greenpreneurs ;*
- *Techniques de recherche d'emplois verts : Fournissant des stratégies et les outils pour trouver des emplois dans le secteur vert »².*

Par rapport aux éléments innovants, dans le cadre de la sélection des jeunes Greenpreneurs pour l'incubation *« A la suite de la formation de 1265 jeunes entrepreneurs dans les régions de Ségou, Sikasso, Mopti et dans le district de Bamako, 633 ont été sélectionnés pour participer au Green Youth Innovation Lab (GYIL)³ ; 390 passeront à l'étape d'incubation »⁴. Ce processus de sélection exprime le caractère innovant et la pertinence des interventions de GO GREEN. Dans le cadre des innovations, « le GYIL a organisé des compétitions de pitches ouvertes à tous les jeunes accompagnés, ce qui permet d'identifier une grande diversité de profils porteurs de projets, y compris des jeunes femmes, des non diplômés ou des*

¹ Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025, P 25.

²Etat d'avancement des activités du projet GO GREEN du 01 janvier au 15 juin 2024, P 11.

³ Laboratoire d'innovation verte des jeunes

⁴ Idem P 11.

entrepreneurs ruraux »¹. Cette approche a permis « *d'augmenter significativement le nombre et la variété des MPME repérées et mises en lumière* »².

Par rapport au suivi efficace des cibles, « *GO GREEN a développé des outils et innovations pour en assurer la durabilité, notamment une plateforme en ligne pour le suivi des MPME et un outil d'analyse de l'impact environnemental, tous deux accessibles au-delà de la période d'exécution* »³. Ces données documentaires sont confirmées avec les informations collectées auprès des cibles en focus groups et en entretiens individuel, qui révèlent le développement des outils assez innovants tels une plateforme en ligne pour assurer le suivi des MPME, à travers lesquelles les partenaires de mise en œuvre, les incubateurs peuvent suivre de façon cohérente ces MPME et faire des analyses de l'impact.

Dans le domaine du réseautage, l'analyse des entretiens en focus group, nous montre aussi qu'un système de réseautage a été développé dans le but de continuer les actions des partenaires (Impact Hub, Donilab, Baara Bulow, Centres de formation/IES, etc.) et que Go GREEN soit connu dans plusieurs secteurs public et privée. Dans ce sens, il faut noter « *qu'une forte dynamique partenariale et de réseautage a été encouragée. Les collaborations multisectorielles avec les acteurs publics, privés et de la société civile ont permis d'intégrer les recommandations du projet dans les politiques locales. La visibilité et l'accès à de nouveaux marchés ont été renforcés grâce à l'organisation de foires vertes, festivals et missions d'échanges internationaux au Ghana et au Sénégal, favorisant la diffusion des expériences et l'enrichissement mutuel des pratiques* »⁴.

Ces innovations ont permis non seulement de promouvoir l'économie verte, mais aussi de renforcer l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement et de la santé des consommateurs.

4.1.6. La prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques

Les activités du projet sont alignées avec les enjeux du développement durable. Elles intègrent des dimensions liées à l'adaptation climatique, à la gestion des ressources naturelles et à la promotion de l'économie verte. Cela est confirmé par Motié DARA, chef du bureau de BAARA BULUW à Mopti :

« Les activités du projet ont fortement intégré la dimension environnementale et climatique en promouvant la protection de l'environnement, la transition énergétique (systèmes solaires, biogaz) et des pratiques agroalimentaires durables. Grâce aux formations dispensées et aux visites guidées de terrain, les jeunes ont pu placer la protection de l'environnement au cœur de leurs activités entrepreneuriales ».

Selon la synthèse des données qualitatives, les activités du projet ont fortement accompagné la transition énergétique (systèmes solaires, biogaz), la protection de l'environnement, les pratiques agricoles durables et la transformation agroalimentaire respectueuse de l'environnement. Ces appuis du projet répondent aux besoins de protection de l'environnement

¹ Capitalisation des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet GO GREEN, juillet 2025, P 46.

² Idem, P 46.

³ Rapport narratif final de GO GREEN, Mars 2023 - Juin 2025, P 54.

⁴ Idem, P 54.

et aux besoins des populations en termes d'augmentation de revenus et de production agricole.

4.2. COHERENCE

La partie cohérence nous révèle des informations relatives à la conformité des interventions de GO GREEN avec les politiques et stratégies nationales du Mali en termes d'emploi des jeunes, de la formation professionnelle et du changement climatique.

4.2.1. L'alignement de Go Green avec les politiques et stratégies nationales

Au niveau de chaque zone d'intervention, le projet a collaboré avec l'APEJ pour faciliter l'insertion professionnelle de 1136 sur 2400 jeunes (soit 47%), ce qui montre son alignement avec les priorités nationales en matière d'emploi et de la formation professionnelle. Il a ciblé les jeunes de la tranche d'âge de 18 à 35 ans pour les hommes et de 18 à 40 ans pour les femmes, en intégrant l'approche d'adaptation aux effets du changement climatique. Cela traduit un alignement clair avec les politiques nationales en faveur de l'emploi des jeunes et de la lutte contre le changement climatique.

Au cours de ces années d'intervention, le projet GO GREEN s'est appuyé sur les politiques et initiatives suivantes :

- Les politiques nationales de promotion de l'emploi des jeunes, en lien avec les centres de formation professionnelle (CFP) et les communes en matière de soutien aux entreprises locales, de renforcement des compétences des jeunes, et d'amélioration du dialogue entre acteurs publics et privés, tout en s'appuyant sur des cadres stratégiques nationaux comme la Politique Nationale de l'Emploi dont l'un des objectifs est de « conforter et sécuriser les emplois privés existants et améliorer les performances dans l'emploi public¹ ». Conformément à la politique nationale d'emploi vert qui vise à « intégrer le développement durable dans la création d'emplois, notamment en renforçant les compétences des jeunes et des femmes, en développant les filières vertes (agriculture, énergie renouvelable), et en favorisant l'entrepreneuriat vert grâce au soutien des incubateurs et à l'harmonisation des politiques publiques »², GO GREEN a, au cours des deux années, accompagné 1264 jeunes dont 50% de femmes dans l'entrepreneuriat vert et l'emploi vert ;
- Le rôle des institutions de formation (9 centres de formation professionnel) dans l'accompagnement des jeunes cibles par le développement et l'intégration de 28 modules verts avec 17 formateurs certifiés à l'approche par compétences ;
- Les initiatives locales de résilience climatique, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche durables. Cela a nécessité pour le projet GO GREEN de faire une recherche participative des jeunes leaders à travers les Green Youth Board en « menant une Recherche Action Participative (RAP) dans les zones d'intervention. L'objectif était de susciter des initiatives communautaires pour faire

¹ Programme National d'Action pour l'Emploi en vue de Réduire la Pauvreté, PNA/ERP

² Idem

face aux impacts du changement climatique, en mobilisant les associations locales de jeunes hommes et femmes pour la conception de solutions adaptées à leur contexte »¹

- Les dispositifs de soutien aux jeunes entrepreneurs déjà en place, renforcés par les partenariats avec l'APEJ et les incubateurs.

La majorité des répondants (95%) confirment que Go Green s'est appuyé sur des **stratégies locales existantes**, ce qui a favorisé son acceptabilité et son adaptation aux réalités du terrain. Parmi les dispositifs mobilisés, on retrouve :

- Les **Plans de Développement Communal (PDC)**, qui intègrent des volets environnementaux, jeunesse et emploi ;
- Les **initiatives locales de reboisement** portées par les collectivités et les associations villageoises ;
- Les **programmes de formation communautaire** déjà en place dans les régions d'intervention du GO GREEN.

Cette articulation locale est perçue comme un **point fort du projet**, car elle permet une **meilleure appropriation par les communautés** et une **cohérence avec les dynamiques territoriales**. Toutefois, certains acteurs regrettent que cette intégration n'ait pas été systématique dans toutes les zones d'intervention (Mopti et Ségou), et appellent à une **formalisation plus rigoureuse des partenariats locaux**.

Le projet a été davantage complémentaire que redondant. La coordination avec les autres acteurs du projet (partenaires de mise en œuvre, collectivités, structures techniques) s'est faite à travers des comités techniques regroupant l'ensemble des parties prenantes (APEJ, CFP, incubateurs, BSIC, ICRA, universités), et pilotés par la SNV. Avant chaque activité, le comité se réunissait pour planifier, organiser et coordonner les actions à mener. C'est au regard de cet alignement avec les politiques nationales que **M. T** participant des parties prenantes enquêté à Bamako :

« Concernant la politique il n'y a pas de doute, car nous nous alignons sur la politique nationale et nous travaillons sous la tutelle du Ministère de l'entrepreneuriat, de l'emploi et de la formation professionnelle, ce qui fait que tout est cadré et c'est le ministère qui assurait le comité de pilotage pour s'assurer que nous sommes alignés au politique national de création d'emploi et d'accompagnement ».

Les répondants aux entretiens reconnaissent tous que le projet Go Green s'inscrit dans les grandes orientations stratégiques du Mali, notamment en matière de **promotion de l'emploi des jeunes**, de **lutte contre le changement climatique** et de **renforcement de la formation professionnelle**. L'approche du projet est axée sur les métiers verts, le reboisement et les formations pratiques, est perçue comme cohérente avec les priorités nationales.

Dans la même logique un autre informateur clé de ICRA de dire que :

« Déjà au niveau du gouvernement Malien, le ministère de l'éducation a déjà adopté cette approche par compétence, et donc nous pensons que nous sommes parfaitement alignés avec

¹ Rapport Narratif Annuel 2024, P.11.

le ministère pour vraiment rafraîchir les connaissances des différents enseignants et formateurs sur cette approche par compétence ».

4.2.2. Synergie du GO GREEN avec d'autres initiatives

Dans le cadre du renforcement d'autres initiatives mises en œuvre par les pouvoirs publics ou les partenaires techniques et financiers dans les régions d'intervention du GO GREEN, il ressort du résultat des analyses que Go Green a renforcé les initiatives mises en œuvre par des programmes tels que le FACEJ et le PNUD dans la région de Mopti, en apportant un appui spécifique sur l'économie verte et la transition énergétique. Ainsi dans le but « *d'offrir davantage d'opportunités aux jeunes dont les projets ne peuvent être financés par Go Green, des collaborations ont été mises en place avec plusieurs partenaires. Ainsi, 309 MPME et startups ont été soumises à FACEJ II, parmi elles, 47 déjà accélérées n'ont pas encore obtenu de financement. De même, 73 jeunes migrants de retour, sélectionnés parmi 2 400 candidats, sont proposés à l'OIM pour un éventuel appui complémentaire (kits de démarrage ou financement direct). Par ailleurs, 135 jeunes de Bamako non financés ont été orientés vers LuxDev dans le cadre d'un projet agroécologique »¹*



MPME accompagnée, Fatoumata M. Diallo à Sikasso

Il ressort des entretiens avec les parties prenantes que Go Green a apporté une réelle plus-value aux programmes existants, comme le FACEJ et le PNUD, en mettant l'accent sur :

- La création d'emplois verts ;
- La protection de l'environnement ;
- La transition énergétique ;
- L'adaptation aux effets du changement climatique.

4.3. EFFICACITE

Au regard des activités réalisées par le projet GO GREEN, la partie efficacité met la lumière sur le niveau de réalisation des résultats attendus selon la théorie du changement du projet, notamment l'atteinte des effets visés à travers les quatre trajectoires (connaissances,

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P.39

compétences, incubation, environnement favorable) ; la transformation effective des parcours des jeunes entrepreneurs ; la perception de valeur ajoutée par les parties prenantes locales.

4.3.1. Les résultats les plus marquants du projet

Les résultats les plus marquants du projet Go Green selon la synthèse des entretiens individuels se traduisent par des transformations concrètes et visibles dans les communautés. Le reboisement de zones dégradées, la création de clubs verts dans les écoles, et la formation de jeunes aux métiers verts sont les exemples les plus fréquemment cités. Ces actions ont permis de renforcer la conscience collective vis-à-vis de l'environnement, tout en offrant des opportunités économiques aux jeunes.

Le projet est perçu comme ayant posé les bases d'un changement durable, même si certains résultats restent localisés. C'est dans ce sens que « *les Green Youth Board (GYB) ont mené une campagne grand public autour du changement climatique, de l'accès équitable à la terre et du reboisement à Kaboïla (Sikasso) et Fanzana (Ségou), réunissant différents acteurs : autorités administratives et coutumières, services techniques des Eaux et Forêts, élus communaux, jeunes (f/h) et populations locales* »¹. Au-delà de cette activité, les causeries débats organisées ont permis d'aborder la thématique de « *l'utilisation abusive des intrants chimiques et la nécessité des pratiques agroécologiques* »²

Une grande majorité des cibles a reçu des formations spécifiques « 1265 jeunes Greenpreneurs et 1135 stagiaires ont été formés en compétences vertes ³ » sur l'adaptation au changement climatique et les métiers verts. Dans la même logique, « *1135 jeunes ont été évalués afin d'appuyer 570 dont 270 à trouver un stage et 300 jeunes ayant un niveau d'éducation limité à trouver un apprentissage* »⁴. Ces formations sont jugées utiles, concrètes et bien adaptées aux réalités locales selon les résultats de l'analyse des données collectées.

De façon spécifique les résultats les plus marquants du projet GO GREEN concernent les aspects suivants selon l'analyse des données qualitatives en focus group avec les jeunes cibles :

- Le verdissement des entreprises en entreprises vertes
- Le renforcement de capacités des entrepreneurs sur les compétences vertes, changement climatique et économie verte ;
- L'augmentation des chiffres d'affaires de certaines entreprises de 30 à 50% ;
- La création d'emploi verts par les jeunes eux-mêmes ;
- La contribution à la protection de l'environnement par les jeunes grâce à la sensibilisation pour le reboisement ;
- L'adoption de pratiques durables (agriculture écologique, énergies renouvelables, gestion des déchets) par les entreprises ;
- L'accès facilité aux financements et crédits bancaires à hauteur de 3,5 à 5 millions Franc CFA à travers la BSIC.

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entreprenariat Verts Par et Pour les Jeunes, P11.

² Idem, P 11.

³ Idem, P 13.

⁴ Idem, P 14.

De façon générale, il ressort de l'analyse des entretiens que les cibles (jeunes, parties prenantes) insistent sur la valorisation des jeunes comme acteurs du changement, l'intégration de l'environnement dans les discours communautaires, et la création d'initiatives locales portées par les cibles. Le projet est vu comme un outil ayant modifié les comportements et renforcé les capacités locales, au-delà des résultats matériels.

4.3.2. Les effets inattendus (positifs ou négatifs) du projet GO GREEN

Le projet a généré des effets inattendus qui dépassent ses objectifs initiaux.

Sur le plan positif selon la synthèse des entretiens, nous notons l'engagement spontané de jeunes non ciblés par le projet, la création de coopératives vertes, et une dynamique intergénérationnelle autour des pratiques écologiques. D'autres effets positifs ont été constatés. Il s'agit :

- De la continuité de l'accompagnement des entreprises par DoniLab même après la clôture du projet. Les informations documentaires nous informent que « 90 MPME déjà existantes sont accompagnées par Donilab : 41 reçoivent des prêts entre 2 500 000 FCFA et 5 000 000 FCFA. Au total, sur 191 MPME qui doivent être financées conformément aux indicateurs du projet, à ce jour, 190 MPME accélérées ont déjà obtenu un crédit. »¹
- De la mise en place d'un réseau intra et interrégional qui facilite la mise en relation d'affaires entre les entreprises des quatre zones d'intervention (Mopti, Ségou, Sikasso et Bamako). Par exemple, certaines entreprises basées à Bamako approvisionnent désormais en intrants et en équipements plusieurs entreprises de Mopti.

En revanche, des effets négatifs ont aussi été observés. Il s'agit des tensions liées au système de sélection des cibles, les déséquilibres territoriaux, et une dépendance à l'appui extérieur dans certaines zones. Aussi, il faut noter que certaines entreprises qui n'ont pas bénéficié de financement ont exprimé un sentiment d'avoir été laissées en cours de route.

Ces effets ont été partiellement pris en compte, mais appellent à une meilleure anticipation et gestion.

Création d'opportunités d'emplois verts par les MPME selon l'outil Outcome Harvesting)

L'analyse des entretiens nous révèle que les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) accompagnées ont joué un rôle moteur dans la création d'opportunités d'emplois verts. Grâce aux financements et à l'appui technique, des initiatives dans l'agroalimentaire, l'énergie durable et le recyclage ont émergé.

Fanta Keita, une jeune entrepreneure de Bamako : « Avec les appuis de GO GREEN en termes de formation et de soutien financier, j'ai pu mieux organiser les activités de mon entreprise et augmenter mes revenus de 60%. Cela est allé au-delà de mes attentes ».

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P 28

Ce processus a permis non seulement de stimuler la **croissance locale verte**, mais aussi de positionner les jeunes comme des **acteurs économiques porteurs de solutions durables** dans leurs communautés.

4.3.3. L'accès des jeunes femmes et hommes à un emploi vert ou à la création d'une entreprise respectueuse de l'environnement

Il ressort des données collectées que plusieurs jeunes ont pu accéder à des **emplois verts** ou créer des **micro-entreprises écologiques**, notamment dans les domaines du recyclage, de l'agriculture biologique et de l'énergie solaire. Toutefois, l'accès à ces opportunités reste **inégal selon les régions**, et les **jeunes femmes rencontrent des barrières spécifiques** liées à la mobilité, aux normes sociales et à l'accès aux ressources. L'inclusion économique est donc **réelle mais perfectible**.

Par rapport aux emplois créés ou des stages décentés et verts, il ressort des données du rapport annuel GO GREEN de 2024 que « 1 437 emplois ont été générés ». Au compte des emplois créés par les MPME et Entrepreneurs « 131 (7%) sont des stagiaires, 402 (37%) sont des femmes de 18 à 40 ans, 614 (57%) sont des hommes de 18 à 35 ans, 129 (12%) sont des personnes déplacées internes, 38(4%) sont des migrants de retour et des personnes en situation d'handicap et 749 (69%) travaillent à plein temps »¹. Ces données démontrent le niveau d'efficacité et d'inclusivité dans la réalisation des activités du projet. Car les jeunes entrepreneurs arrivent à leur tour à créer d'autres emplois dans le domaine du vert. C'est pourquoi, il ressort des données du rapport annuel GO GREEN que : « Sur les 1 437 emplois générés, la majorité (75 %) provient des emplois créés par les MPME et les jeunes entrepreneurs, tandis que 18 % correspondent à l'auto-emploi, c'est-à-dire aux jeunes entrepreneurs et promoteurs de MPME qui se sont eux-mêmes créés un emploi »².

❖ Les aspects du projet qui ont le plus aidé les jeunes

L'élément le plus valorisé par les jeunes est la **formation**, considérée comme le socle de leur progression. Elle leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences techniques, de mieux gérer leurs activités et d'élargir leur réseau professionnel. Le **financement** et l'**accompagnement** sont également cités comme des leviers importants. Les cibles ont surtout insisté sur le fait que sans formation, ils n'auraient pas pu entreprendre ni améliorer leurs pratiques.

Au plan financier, les mesures spécifiques qui ont aidé les jeunes à accéder aux financements sont les suivantes :

« - La réduction de l'apport en garantie : les femmes bénéficient d'un taux de garantie de 10 % et les hommes 20 %. Le projet assure 60% pour les Femmes et 50% pour les hommes. La banque 30 %

- Les frais de gestion considérablement abaissés : de 5 850 FCFA à 2 400 FCFA par mois pour les MPME existantes, et à 1 400 FCFA pour les nouvelles entreprises ;

¹ Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025.

² Rapport annuel GO GREEN 2024.

- Le taux d'intérêt est négocié à 8%. »¹

Oumar Coulibaly, évoluant dans l'énergie renouvelable à Mopti :

« La formation et l'accompagnement parce que sans cela je ne pouvais pas avancer. »

« Le financement m'a permis d'entreprendre une activité génératrice de revenus afin de subvenir aux besoins de la famille ».

« La formation nous a permis de savoir bien gérer nos activités. »

Cette analyse confirme que la **transmission de savoirs et de compétences** est perçue comme l'outil principal de transformation.

4.3.4. La contribution du projet à l'adoption de pratiques plus durables ou plus respectueuses de l'environnement

La contribution du projet à l'adoption de pratiques durables est largement reconnue. Les cibles évoquent l'agriculture écologique, le tri des déchets, l'utilisation d'énergies renouvelables, et le reboisement communautaire. Ces pratiques sont progressivement intégrées dans les habitudes locales, bien que leur diffusion reste variable selon les zones. Le projet a donc initié une transition comportementale, mais celle-ci demande encore à être consolidée. Cela est confirmé par les données documentaires selon lesquelles «40 % des jeunes entrepreneurs accompagnés dans le cadre du projet GO GREEN ont significativement intégré des pratiques durables dans leurs activités, en rendant leur production et distribution "très vertes", tandis que 25 % sont en transition avec des processus partiellement verts. En revanche, 34 % n'ont pas encore modifié leurs pratiques, et 1 % déclarent que leur activité reste totalement non durable. Ségou (13 %) et Sikasso (11 %) affichent les taux les plus élevés d'entrepreneurs ayant rendu leur activité très verte, suivis de Bamako (10 %) et Mopti (6 %) »². Ces données sont confirmées par un enquêté issu des parties prenantes à Bamako qui disait lors des entretiens :

M. Kebe : « L'ensemble des entreprises incubées évoluent dans des secteurs verts et appliquent des pratiques durables : agriculture écologique, énergies renouvelables, gestion des déchets, transformation agroalimentaire ».

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P 9.

² Rapport annuel GO GREEN 2024, P 19.

Il faut noter que parmi les difficultés évoquées lors des focus group (34 % n'ont pas encore modifié leurs pratiques), les barrières socioculturelles, l'insuffisance de suivi des cibles reviennent le plus souvent dans les réponses comme celles qui empêchent les jeunes de modifier leur pratique. Aussi, il ressort des résultats de l'évaluation les contraintes financières et logistiques importantes. Beaucoup de jeunes cibles expliquent que le manque de moyens limitait leur participation régulière aux activités, notamment en raison des frais de



Jeune femme entrepreneur évoluant dans la transformation agro alimentaire

transport ou de l'absence de capital pour démarrer une activité après la formation. Certains soulignent aussi la difficulté à appliquer concrètement les connaissances acquises faute d'équipements adaptés. Comme le résume un participant : Mamadou Traoré de Sikasso « J'étais motivé pour suivre les formations, mais parfois je n'avais même pas le transport pour venir lieu de la formation ». Une autre ajoute : Fatoumata Keita de Ségou « On nous a montré comment créer une activité, mais sans capital suffisant. Il est difficile de mettre en pratique de façon correcte nos activités et obtenir certains résultats ».

4.3.5. L'efficacité de l'approche « par et pour les jeunes » dans l'atteinte des résultats de GO GREEN

L'approche « par et pour les jeunes » est jugée efficace et mobilisatrice. Elle a permis une implication active, une appropriation des activités, et une valorisation du leadership local. Selon la conception du GO GREEN « les Green Coachs Jouent un rôle central. Il s'agit des jeunes femmes et hommes formés afin d'appuyer à proximité leurs pairs qui aspirent à l'entrepreneuriat ou à l'emploi vert. Ils appuient les jeunes de la phase de candidature, jusqu'au renforcement des compétences et le mentorat »¹. Les jeunes se sont sentis responsabilisés et ont porté plusieurs initiatives. Il faut noter que selon l'analyse des données collectées en focus group cette approche a facilité la compréhension des enjeux de l'entrepreneuriat vert par les jeunes. Le fait d'être formés et accompagnés par leurs pairs a favorisé un climat de confiance, permettant aux jeunes de mieux exprimer leurs besoins et d'être plus réceptifs aux formations et accompagnements. Les entretiens auprès des jeunes nous révèlent aussi, que cette approche s'est révélée très pertinente. Car lors des sessions de formation, de coaching et d'accompagnement, les chargés d'accompagnement et experts verts, étant eux-mêmes jeunes, ont pu facilement développer une stratégie de communication fluide et très accessible aux jeunes. Cela a facilité la compréhension des réalités des jeunes entrepreneurs, favorisé une communication fluide et a permis aux jeunes de devenir des ambassadeurs verts pour la promotion des pratiques durables. Elle a facilité la mobilisation des jeunes entreprises par les Green Coachs. Dans le cadre de cette approche « Un effectif de 1265 jeunes Greenpreneurs et 1135 stagiaires ont été formés en compétences vertes par les greens coachs sous la supervision de l'APEJ. Les formations comprenaient les compétences de vie, l'entrepreneuriat vert et l'innovation verte basé sur l'approche 'Human-Centered Design Thinking' pour accompagner les idées d'entrepreneuriat vert des jeunes Greenpreneurs ; et les techniques de recherche

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P. 7

d'emploi pour les jeunes en stages/insertion »¹.

Le rôle des **Green Coachs** est unanimement reconnu comme essentiel. Les jeunes cibles en focus group les décrivent comme « *des guides de proximité, disponibles et impliqués, qui ont apporté non seulement un soutien technique mais aussi une motivation morale. Leur accompagnement individualisé a favorisé une meilleure appropriation des acquis et une plus grande confiance des jeunes dans la conduite de leurs projets* ».

Pour une jeune cible rencontrée à Sikasso lors des focus group :

- « *Les coachs verts nous ont beaucoup aidés et soutenus moralement.* »
- « *Mon coach m'a guidé dans toutes les étapes de mon projet, ce qui m'a permis d'obtenir un revenu pouvant prendre en charge mes dépenses et celle de ma famille* »

Toutefois, il faut noter que cette approche nécessite un accompagnement renforcé, notamment pour les jeunes en situation de vulnérabilité, afin d'éviter les exclusions et de garantir une équité réelle.

4.3.6. Le niveau de réalisation des activités prévues dans le cadre du projet selon les cibles de GO GREEN

Au regard des informations collectées auprès des cibles, nous pouvons dire que la majorité des enquêtés confirment que les activités prévues ont été effectivement réalisées, notamment les formations, les ateliers de sensibilisation et les actions de terrain. Quelques retards ou ajustements ont été notés, souvent liés à des contraintes logistiques ou sécuritaires. Ces informations sont complétées par des données documentaires selon lesquelles « *le projet GO GREEN a réalisé des progrès significatifs dans la promotion de l'économie verte chez les jeunes au Mali. La poursuite des efforts de formation, d'accompagnement et de financement est essentielle pour assurer la durabilité du projet et son impact sur l'emploi des jeunes* »². Il faut toujours dans le cadre des progrès réalisés que « *40 MPME en accélération ont reçu leur financement, 150 startups en incubation ont été sélectionnés à l'issue du Green challenge Fund et sont encours d'obtention des financements pour le démarrage de leur activité* »³.

¹ Idem, P 13.

² Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P. 42

³ Idem, P 37.



*Souleymane Diakité, Startup financé par l'entreprise Benkan de Missira (Bamako)
Production de papaye*

Globalement, le niveau d'exécution est jugé satisfaisant, avec une bonne réactivité des équipes face aux imprévus. Toutes les activités prévues ont été réalisées.

Au regard de ces performances, le chef du Bureau de Baara Buluw Mopti disait lors entretiens « le projet Go Green a constitué un véritable catalyseur pour la promotion de l'économie verte et la création des emplois verts. Il a permis aux jeunes de créer leur entreprise et mieux appréhendé les enjeux liés à la protection de l'environnement et aux effets du changement climatique. Le projet a également renforcé les compétences des incubateurs en matière de compétences vertes, la protection de l'environnement et l'adaptation aux effets du changement climatique ».

4.3.7. L'influence du contexte sécuritaire sur le niveau d'atteinte des résultats (sécurité, économie, politique, environnement, etc.)

Le contexte national a eu une influence directe sur la mise en œuvre du projet selon la synthèse des entretiens. L'insécurité a limité l'accès à certaines zones, les fluctuations économiques ont affecté la viabilité des micro-entreprises, et les changements politiques ont ralenti la coordination avec les autorités locales. Malgré ces contraintes, le projet a su adapter ses interventions, en privilégiant les zones stables et en renforçant les partenariats communautaires. Cette capacité d'adaptation est perçue comme un atout majeur.

4.4. EFFICIENCE

Dans le cadre de la réalisation du projet GREEN, les ressources mobilisées pour arriver aux résultats et produits envisagés sont de trois ordres : humains, matériels, et financiers. En termes de staffing, la structure du personnel a été jugée adaptée. Le dispositif de coordination avec les autres acteurs (parties prenantes, collectivité, autorités villageoises) sur le terrain a été un tremplin pour la mise en œuvre du projet et a d'une certaine manière garanti les résultats, en donnant la possibilité à l'équipe dirigeante de réorganiser les activités selon les difficultés qui s'imposaient. Malgré cela, certains partenaires enquêtés ont signalé le fait que toute l'équipe de coordination de SNV soit basée à Bamako. Cela limite la couverture à temps de toutes les zones d'intervention affectant en partie l'efficacité du projet.

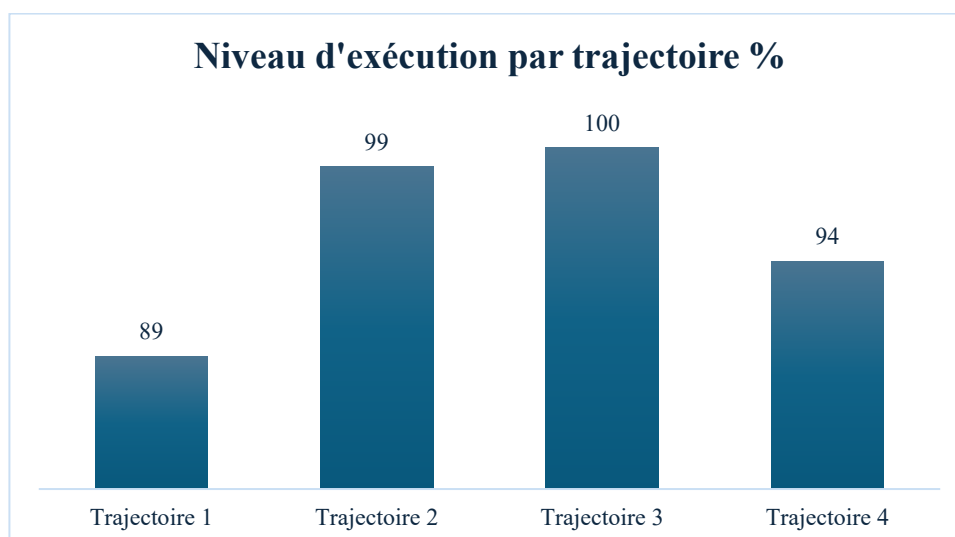
4.4.1. L'approche multi-acteurs et le partenariat

Selon la synthèse des données qualitatives, tous les acteurs étaient essentiels à la réussite du projet. Bien que cette approche ait généré des coûts supplémentaires, elle était nécessaire pour assurer la conduite efficace des activités et la coordination entre les partenaires.

4.4.2. Niveau de réalisation budgétaire

Le graphique ci-dessous nous révèle le niveau d'exécution de toutes les prévues dans le cadre du projet par trajectoire :

- Trajectoire 1 : Etudes, gestions des connaissances et Mise en valeur des opportunités vertes, CC & GESI ;
- Trajectoire 2 : Développement des compétences vertes et accès aux métiers verts ;
- Trajectoire 3 : Développement des entreprises vertes (Incubation & Accélération) ;
- Trajectoire 4 : Environnement favorable à une économie verte ont été exécutées de manière efficiente.



Source : Rapport narratif final de GO GREEN, Mars 2023 - Juin 2025, 2024.

Selon le rapport final de GO GREEN « Le taux global de l'exécution du budget est de 96,2% à la fin du projet au 30 Juin 2025. Compte tenu de l'intensité des activités pendant le second semestre de 2024 et la période d'extension jusqu'à juin 2025 la consommation a connu une

croissance assez significative »¹.

Au regard de l'analyse des entretiens avec les parties prenantes (Ambassade, SNV, ICRA, Impact Hub, Donilab, Baara Bulow), les ressources ont été globalement utilisées de manière optimale. Cependant, une part importante du budget a été consacrée à l'organisation des ateliers et réunions, au détriment des formations directes des jeunes cibles. Il faut noter qu'il était possible d'atteindre les mêmes résultats avec moins de ressources ou en les utilisant différemment. Il s'agit d'équilibrer les moyens mobilisés et les résultats obtenus en mettant davantage l'accent sur la formation des jeunes, leur accompagnement et l'amélioration des conditions de formation, plutôt que sur l'organisation des ateliers entre partenaires.

4.4.3. L'influence des aspects liés à la sécurité, la logistique et l'instabilité économique.

Il ressort de l'analyse des données qualitatives que le contexte sécuritaire a entraîné des coûts supplémentaires. Par exemple, selon les entretiens avec un partenaire du projet GO GREEN à Mopti :

« Les jeunes des zones difficiles d'accès, comme les cercles de Youwarou et Djenné, ont été invités à Mopti pour suivre les formations et participer aux activités. Le projet a dû prendre en charge leurs déplacements, indemnités journalières et hébergement ».

Afin de surmonter ces contraintes, le projet a pris en charge le déplacement, les indemnités journalières et l'hébergement des jeunes venant des cercles de Youwarou et Djenné afin de garantir leur participation aux activités dans des conditions sûres et adaptées. Cela a nécessité des coûts supplémentaires qui n'étaient pas prévus dans les programmations.

4.5. EFFETS/IMPACTS DU PROJET

La mise en œuvre des activités du projet GO GREEN a apporté des changements dans le domaine économiques, social, relationnel et comportemental. Cette partie portant sur effets/impacts du GO GREEN, nous révèlent des informations sur les acteurs qui ont bénéficié des actions du projet et la manière significative par laquelle, le projet a contribué à la réalisation des objectifs généraux de GO GREEN.

4.5.1. Lien avec la théorie du changement du projet GO GREEN

La théorie du changement du projet *Go Green* repose sur une chaîne logique : **renforcement des capacités des jeunes** → **accès accru aux opportunités vertes** → **amélioration des revenus** → **inclusion sociale et économique** → **résilience face au changement climatique et contribution à la stabilité sociale.**

¹ Rapport narratif final de GO GREEN : Emplois et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes au Mali - Mars 2023 - Juin 2025. P 42.

✚ Lien direct avec les résultats observés

TRAJECTOIRE 2 : DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES VERTES ET ACCES AUX METIERS VERTS

4.5.1.1. Renforcement des compétences (input → output)

Les formations techniques, entrepreneuriales et environnementales, combinées au coaching et aux appuis financiers, ont permis aux jeunes de développer des savoir-faire directement applicables. Cela correspond au premier niveau de la théorie du changement : « *si les jeunes acquièrent des compétences adaptées, ils pourront s'insérer dans une économie verte émergente* ».

Pour une jeune femme de Bamako « C'est grâce à la formation que j'ai pu lancer mon entreprise dans le recyclage et qui m'apporte plus de revenus par rapport aux années d'avant-projet ».

Dans ce domaine les constats montrent l'efficacité du travail abattu par GO GREEN « *Au total, 2 400 jeunes ont été sélectionnés et formés aux compétences liées à l'économie verte. Après avoir suivi les formations générales du tronc commun, les 2 400 jeunes ont été orientés vers les différents volets du projet pour y recevoir des formations plus spécialisées (53 % en entrepreneuriat vert, 47 % en emploi vert), dont 50 % de femmes et 76 % de jeunes issus de groupes vulnérables (NEET, déplacés internes, etc.)* »¹.

✚ Une amélioration des compétences (techniques, entrepreneuriales, vertes) des jeunes cibles selon l'outil Outcome Harvesting

Selon le résultat des analyses, la majorité (soit 80%) des jeunes cibles rapportent une acquisition de compétences techniques et pratiques dans les domaines de l'entrepreneuriat, du reboisement, du recyclage et de la gestion durable des ressources. Ces compétences sont perçues comme utiles non seulement pour leurs activités économiques mais aussi pour la préservation de leur environnement.

Kadidia Coulibaly, une jeune de Ségou : « *Avant, je ne savais pas comment recycler certains déchets. Maintenant, j'ai appris à les transformer en quelque chose d'utile qui m'apporte un revenu qui me permet de prendre en charge les dépenses de la famille et d'employer d'autres jeunes.* »

¹ Capitalisation des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet go green, juin 2025, P 2.



Déchets transformés en engrais

✚ L'accès des jeunes hommes et femmes à l'emploi ou à l'auto-emploi.

Plusieurs jeunes cibles enquêtés en focus groupe soulignent que les activités du projet ont facilité la **création d'opportunités d'auto-emploi**, notamment à travers des micro-activités vertes (pépinières, compostage, recyclage, petites entreprises vertes). Cela a contribué à diminuer le taux de chômage dans leur milieu et l'exode des jeunes filles et garçons.

Bintou Touré, une jeune de Mopti : « Grâce au projet, j'ai pu lancer une petite activité de vente de plants et cela m'apporte un revenu 350 000 FCFA par moi qui peut couvrir mes besoins sans recourir à quelqu'un d'autre ».



Assa Diakité, une jeune de Ségou : « Les compétences acquises m'ont permis de trouver un petit emploi lié à la protection de l'environnement qui ont amélioré ma connaissance technique et mon revenu ».

Une partie des cibles reconnaît que l'impact sur l'emploi reste encore **limité**, notamment par manque de financements ou d'accès au marché.

Assa Diakité : Accompagnée à Ségou (Pélengana)

Seydou Sanogo, un jeune de Sikasso : « C'est une bonne formation, mais sans capital, c'est difficile de transformer cela en véritable emploi. ».

4.5.1.2. Accès aux opportunités d'emploi vert (output → out come)

Plusieurs jeunes ont obtenu un emploi ou créé leur propre entreprise verte. Cela illustre l'hypothèse selon laquelle les compétences acquises doivent être reliées à des opportunités économiques concrètes.

Selon un jeune homme de Mopti « Le coaching m'a permis d'entrer en contact avec des incubateurs qui m'ont ouvert des marchés. »

Toujours dans le cadre d'offrir des opportunités aux jeunes GO GREEN a soutenu « l'organisation d'un Festival Vert à Bamako, qui a réuni 1 000 visiteurs et 60 exposants présentant des produits et services verts locaux. Cet événement a permis à de nombreuses start-ups de réaliser leurs premières ventes significatives (environ 3,7 millions FCFA de chiffre d'affaires cumulé sur le festival) et d'obtenir des contacts commerciaux prometteurs »¹. Ces opportunités permettent aux jeunes de nouer de nouveaux contacts qui constituent des ouvertures au développement de leur entreprise.

4.5.1.3. Amélioration des revenus et inclusion sociale (out come → impact)

Les cibles témoignent d'une amélioration de leurs revenus, d'une plus grande autonomie et d'une reconnaissance sociale accrue. Il ressort que « parmi les résultats les plus significatifs, la résilience des jeunes cibles s'est accrue de manière significative, atteignant 86 % de la cible prévue. Sur le plan économique, 81 % des jeunes ont vu leurs revenus progresser, dépassant légèrement la cible initiale de 80 % »². Ces résultats valident l'hypothèse centrale de la théorie du changement : « l'accès aux emplois verts et à l'entrepreneuriat renforce la résilience et l'inclusion des jeunes ».

Pour une jeune femme de Ségou « Avant, je dépendais de ma famille ; aujourd'hui, je soutiens mes parents et mes frères. »

4.5.1.4. Résilience et contribution à la stabilité sociale (impact final)

L'adoption de pratiques durables (recyclage, agriculture verte, énergies propres) contribue à la lutte contre le changement climatique. Dans ce cadre « les causeries-débats animées par les GYB ont abordé notamment l'utilisation abusive des intrants chimiques et la nécessité des pratiques agroécologiques. Ils ont plaidé pour l'égalité d'accès à la terre en soulignant l'importance d'un foncier sécurisé pour les jeunes et les femmes, le reboisement avec des plants d'espèces végétales locales en collaboration avec le service des Eaux et Forêts »³. Par ailleurs, l'intégration économique des jeunes réduit leur vulnérabilité et renforce la cohésion sociale.

Selon un jeune de Sikasso « Le projet a changé la perception que nous avons de l'environnement, nous nous sentons de plus en plus responsables dans la communauté. »

4.5.1.5. Autres aspects observés selon les données des focus groupes en lien avec la théorie du changement :

- **Effets en cascade** : certains jeunes inspirent leurs pairs, ce qui élargit l'impact au-delà des cibles directs → un élément souvent anticipé dans la théorie du changement.
- **Obstacles rencontrés** : l'accès limité au financement et aux marchés rappelle qu'un maillon de la théorie du changement (environnement favorable/écosystème) reste fragile et nécessite plus d'attention.

¹ Capitalisation des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet go green, juin 2025, P 28.

² Rapport narratif final de GO GREEN : Emplois et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes au Mali - Mars 2023 - Juin 2025, P 40.

³ Idem, P 14.

- **Durabilité** : la théorie du changement est confirmée, mais dépend de la consolidation des relais institutionnels et communautaires.

Les changements observés s'inscrivent pleinement dans la logique de la théorie du changement du projet *Go Green*. Les résultats valident les hypothèses de départ, mais mettent en lumière la nécessité d'un renforcement structurel (financement, marchés, accompagnement institutionnel) pour pérenniser les acquis de GO GREEN.

4.5.2. Identification des Changements concrets observés chez les jeunes cibles selon domaines

Les témoignages révèlent une série de **transformations tangibles** dans la vie des jeunes ayant bénéficié des appuis du projet Go Green. Ces changements se manifestent dans plusieurs domaines :

- **Économique** : De nombreux jeunes ont accédé à des emplois verts ou ont lancé des micro-entreprises écologiques (recyclage, agriculture biologique, production de biofertilisants). Cela a amélioré leur revenu personnel et parfois celui de leur famille. En termes d'accès à l'emploi « 1 437 sont générés ; 75 % créés par les MPME et les jeunes entrepreneurs, tandis que 18 % correspondent à l'auto-emploi. Il est noté que, 19 % des emplois créés sont décents conformément aux critères de l'OIT »¹,
- **Social** : Le projet a renforcé le statut social des jeunes dans leurs communautés. Ils sont désormais perçus comme des acteurs du changement et non comme de simples cibles.
- **Relationnel** : Les jeunes ont développé de nouvelles relations professionnelles et communautaires, notamment à travers les clubs verts, les coopératives et les partenariats locaux. Cela a favorisé une meilleure intégration sociale, « la formation a également favorisé le réseautage entre les enseignants et les experts du secteur, renforçant ainsi les synergies pour une transition vers une éducation plus durable »².
- **Comportemental** : On observe une évolution des attitudes : adoption de pratiques écologiques, engagement citoyen, sens des responsabilités. Les jeunes sont plus sensibles aux enjeux climatiques et plus actifs dans leur environnement.

Les formations en gestion, les opportunités de financement et l'accompagnement selon le **Outcome Harvesting** ont permis de développer ou renforcer des micro-entreprises.

Mamadou Guindo, un jeune de Ségou : « Il a permis un Changement de mentalité, augmentation de revenus qui sont visibles ».

Aminata Keita, une jeune femme de Mopti : « La gestion financière de mon entreprise et l'élargissement de mes idées ont été d'un grand atout pour le développement de mon entreprise ».

Selon un jeune entrepreneur en embouche Aly Coulibaly à Ségou :

« Mes revenus ont augmenté et je me sens plus autonome qu'avant. »

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entreprenariat Verts Par et Pour les Jeunes, P. 5

² Idem, P. 18

« Grâce au projet, j'ai gagné en confiance et j'ai élargi mon réseau. »

Ces changements sont jugés profonds et structurels, dépassant le cadre des activités ponctuelles.

Selon la synthèse des données qualitatives en focus groupe, les jeunes ont estimé qu'il y'a eu des changements significatifs dans leur quotidien, tant sur le plan personnel que professionnel. La plupart rapportent une **amélioration de leurs revenus**, une **plus grande autonomie financière**, mais aussi une **valorisation de leur statut social** au sein de leur famille et de leur communauté. Sur le plan personnel, ils évoquent un regain de confiance en eux-mêmes, une meilleure organisation et un élargissement de leur réseau relationnel et professionnel.

4.5.3. Contribution aux objectifs globaux du projet Go Green

Les effets observés contribuent directement et substantiellement aux objectifs centraux du projet GO GREEN :

- **Inclusion économique** : En facilitant l'accès à des emplois verts et à l'entrepreneuriat durable, le projet a permis à des jeunes souvent marginalisés d'intégrer le tissu économique local. Les résultats du GO GREEN nous montrent « *une forte représentation de l'agriculture durable (29%), suivie de la pêche et de l'élevage durable (25%), l'agro-alimentaire (23%), la gestion des déchets (13%), les énergies renouvelables (8%) et la technologie (1%). Il faut noter que 40% des MPME sélectionnées sont dirigées par des femmes, atteignant ainsi l'objectif genre et inclusion sociale du projet¹* ».

Pendant la collecte des données en focus groupes, les récits concrets expliquent comment certains sont sortis de l'état de précarité en accédant à un emploi rentable. Certains expliquent qu'ils sont passés d'un chômage prolongé à une activité génératrice de revenus. D'autres racontent avoir inspiré leurs proches à s'impliquer dans des activités productives ou écologiques. Par exemple, un jeune décrit comment il a lancé une petite unité de transformation et a pu employer deux autres jeunes. Ces témoignages traduisent la matérialisation des acquis en résultats tangibles.

Aminata Traore évoluant dans l'énergie renouvelable à Mopti « J'étais sans emploi, aujourd'hui j'ai une activité qui me permet même de soutenir ma famille. »

« *J'ai créé une petite activité et j'ai recruté deux jeunes pour m'aider. »*

Il faut noter aussi que selon le résultat des analyses, le projet a permis la mise en place d'espaces de partage d'expériences, de collaboration et de commercialisation à travers les forums régionaux SUGUNI et le forum national SUGUBA, qui réunit les jeunes des 4 régions (Bamako, Mopti, Sikasso et Ségou). A cela s'ajoute le renforcement du réseautage entre jeunes entrepreneurs grâce aux échanges interrégionaux.

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P 19.

- **Transition verte** : Les pratiques adoptées (agriculture écologique, recyclage, énergies renouvelables) participent à une **transformation environnementale concrète**, visible dans les comportements et les paysages.

Il ressort de la synthèse des données qualitatives auprès des parties prenantes que les actions de GO GREEN ont favorisé l'intégration de pratiques durables dans les activités quotidiennes (utilisation des énergies renouvelables, biogaz, gestion des déchets, agriculture durable, transformation agroalimentaire respectueuse de l'environnement) chez les cibles. Cela est confirmé par le fait que « 40 % des jeunes entrepreneurs accompagnés dans le cadre du projet GO GREEN ont significativement intégré des pratiques durables dans leurs activités, en rendant leur production et distribution "très vertes", tandis que 25 % sont en transition avec des processus partiellement verts. En revanche, 34 % n'ont pas encore modifié leurs pratiques, et 1 % déclarent que leur activité reste totalement non durable. Ségou (13 %) et Sikasso (11 %) affichent les taux les plus élevés d'entrepreneurs ayant rendu leur activité très verte, suivis de Bamako (10 %) et Mopti (6 %) »¹.

Changement de pratiques environnementales selon l'outil Outcome Harvesting

Selon la synthèse des informations collectées auprès des cibles, le projet GO GREEN a eu un impact significatif sur les **pratiques environnementales**, selon le témoignage des jeunes cibles.

Drissa Togo, un jeune de Bamako : « Aujourd'hui, je ne jette plus les déchets partout, je sais comment les trier afin qu'ils soient encore utilisables. »

Amadou Bouaré, un jeune de Ségou : « Nous avons planté des arbres et appris à les protéger, c'est un grand changement pour notre village »

Une minorité pense que le changement reste **progressif** et dépendra du suivi à long terme.

Mariam Traoré, une jeune de Ségou : « Tout le monde n'a pas encore changé de comportement, certains continuent comme avant. »

- **Autonomisation des jeunes** : Le renforcement des compétences, la valorisation du leadership et **l'implication dans les décisions locales ont permis aux jeunes de prendre leur place dans la gouvernance communautaire.**

Ces contributions sont jugées cohérentes avec la vision du projet, et témoignent d'un impact systémique au-delà des résultats individuels.

Par rapport à l'autonomie professionnelle et personnelle dans le domaine de l'entrepreneuriat vert des jeunes il ressort que « 56 % des jeunes se sentent confiants (bon niveau) et 9 % estiment leur autonomie comme très bonne, tandis que 29 % l'évaluent comme moyenne. Seuls 1 % jugent leur autonomie faible, indiquant que l'accompagnement offert par le projet a renforcé les jeunes dans l'écosystème vert. Mopti enregistre le taux le plus élevé d'autonomisation avec 17 % des jeunes se sentant confiants, suivi de Bamako (14 %), Sikasso (13 %) et Ségou (12

¹ Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025, P 19.

%)¹». Cela démontre un bon niveau d'autonomisation chez les jeunes en cette phase pilote de GO GREEN.

Pour un jeune cible de Ségou rencontré lors des focus group : Yacouba Coulibaly évoluant dans l'agriculture durable « les différentes formations et appuis financiers reçu de GO GREEN m'ont permis de mieux organiser le système de gestion de ma production agricole et d'augmenter des revenus qui m'ont permis d'être autonome »

TRAJECTOIRE 4 : ENVIRONNEMENT FAVORABLE A UNE ECONOMIE VERTE ONT ETE EXECUTEES DE MANIERE EFFICIENTE.

4.5.4. Effets au niveau communautaire ou institutionnel

Le projet Go Green a également généré des **effets structurants à l'échelle communautaire et institutionnelle** :

- **Changement de pratiques** : Les communautés ont commencé à intégrer des gestes écologiques dans leur quotidien (tri des déchets, reboisement collectif, compostage).
- **Innovation locale** : Des initiatives originales ont émergé, comme des coopératives de recyclage, des jardins communautaires bio, ou des systèmes de collecte solaire.
- **Mobilisation collective** : Le projet a favorisé une **dynamique participative**, impliquant les leaders locaux, les associations, les écoles et les autorités municipales.
- **Leadership local** : Des jeunes formés ont été **intégrés dans des instances de décision**, ou ont pris des rôles de coordination dans des projets communautaires.

Ces effets montrent que Go Green a dépassé le cadre d'un simple projet de sensibilisation pour devenir un cadre de transformation un catalyseur au niveau territoriale. Il ressort de l'analyse des données en focus groupe avec les jeunes cibles que plusieurs effets communautaires ont été constatés à la fin de cette phase pilote. Les jeunes ont cité des **actions écologiques** (recyclage, sensibilisation à l'environnement, plantation d'arbres), des **dynamiques d'inclusion sociale** et des initiatives collectives portées par d'autres jeunes inspirés par le projet. Dans certains cas, les cibles ont servi de relais pour partager les connaissances acquises, ce qui a multiplié l'impact du projet au niveau local.

***M. T. Une jeune femme entrepreneur de Ségou** « Nous avons initié des actions de recyclage dans notre quartier ».*

« D'autres jeunes de la communauté se sont lancés après nous avoir observés ».

Dans le cadre de la recherche action participative « L'appui a permis aux jeunes leaders d'acquérir et de partager de nouvelles compétences (agroécologie, recyclage, techniques de plantation), de développer des actions de plaidoyer (caravanes, causeries, clubs environnementaux) pour promouvoir la gestion durable des ressources, de produire des leçons apprises en expérimentant diverses solutions vertes, de renforcer l'inclusion des groupes vulnérables à travers des initiatives communautaires et de révéler leur potentiel comme

¹ Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025, P 18.

véritables ambassadeurs de l'économie verte et de l'adaptation climatique au sein de leurs communautés¹ ». Ces activités ont permis selon les entretiens aux jeunes d'augmenter leur revenu, leur production voire leur condition de vie qui s'est améliorée positivement.

4.5.5. Analyse de la contribution (Outcome Harvesting)

✚ Les individus, groupes ou institutions affectés par ce changement

Selon les constats faits sur le terrain, les changements observés à travers le projet Go Green ne se limitent pas aux seules cibles directes. Ils touchent également les familles, les communautés et plusieurs acteurs institutionnels.

Individus : Les jeunes hommes et femmes formés, les porteurs de projets verts, ainsi que leurs familles immédiates bénéficient d'une amélioration des revenus et des conditions de vie.

Adama Diarra, un jeune de Bamako : « *Ma famille profite directement de ce que j'ai appris, car mes revenus aident à couvrir nos besoins quotidiens.* »

Groupes et institutions : Cela concerne ici les associations de jeunes, les groupements féminins, les MPME vertes, les structures communautaires locales et certaines institutions publiques (mairies, services techniques) qui ont œuvré dans le cadre du projet ont bénéficié d'un cadre de collaboration fructueux.

Issa Traore, un jeune de Ségou : « *Le projet a aidé notre association de jeunes à être reconnue et à collaborer avec la Mairie.* ».

✚ Les activités et approches du projet qui ont permis de faciliter ce changement

Les activités jugées les plus déterminantes sont et qui ont permis ces changements sont :

- Les formations techniques et entrepreneuriales adaptées aux besoins des jeunes ;
- Le coaching et l'accompagnement personnalisé par les coachs verts ;
- Les activités de sensibilisation communautaires et environnementales ;
- Le Green Challenge Fund qui a facilité l'accès à de petites ressources pour initier ou renforcer les activités ;
- Les liens créés avec les incubateurs et centres de formation qui ont ouvert de nouvelles perspectives.

Moussa Tolo, un jeune de Mopti : « *Les formations m'ont donné les bases, mais c'est surtout le suivi qui m'a permis de progresser.* »

Bintou Diamouténé, une jeune de Sikasso : « *Le Green Challenge Fund a été un vrai coup de pouce pour démarrer mon activité.* ».

✚ Autres facteurs extérieurs (hors projet) qui ont aussi joué un rôle dans ce changement.

Selon les résultats des entretiens, certains facteurs externes ont amplifié les effets du projet. Il s'agit de :

- L'intérêt croissant des collectivités locales pour les initiatives vertes ;
- Les politiques nationales de promotion de l'emploi des jeunes ;
- Les dynamiques communautaires (entraide, solidarité, réseaux associatifs).

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P 11.

Bakary Diarra, un jeune de Ségou : « *La mairie a soutenu notre action de reboisement, cela a renforcé notre visibilité.* »

Abdoulaye Koumaré, un jeune de Bamako : « *L'esprit de solidarité entre jeunes a beaucoup aidé à avancer ensemble.* ».

4.5.6. Évolution des mentalités et des rôles sociaux

Il ressort de l'analyse des informations collectées que l'un des effets les plus marquants révélés par les enquêtés concerne le changement progressif des mentalités au sein des communautés. Plusieurs jeunes femmes disent avoir gagné en confiance et en reconnaissance grâce au projet, ce qui a contribué à bousculer certaines normes sociales.

Une jeune cible Bintou Traoré lors des focus group à Ségou raconte : « Avant, on pensait que les filles ne pouvaient pas diriger une activité, maintenant on me consulte même pour donner des conseils ». Un jeune homme cible confirme cette évolution : « On voit aujourd'hui les filles prendre la parole et lancer leurs projets, ce qui inspire aussi les garçons ».

Ces témoignages montrent que Go Green n'a pas seulement renforcé les compétences techniques des jeunes, mais a aussi contribué à une transformation sociale en faveur de l'égalité et de l'inclusion.

4.5.7. Synthèse des données collectées selon l'outil Outcome Harvesting

Identification des changements	des effets	Formulation des effets	Analyse de la contribution	Interprétation et apprentissage
Les formations en gestion, Les opportunités de financements et l'accompagnement L'autonomisation économique et progressive Le changement comportemental L'innovation et la créativité L'impact commentaire	Le renforcement des compétences L'amélioration d'inclusion sociale La favorisation des changements de comportement liés à l'environnement La création d'opportunité d'auto-emploi	Le projet à toucher les familles et les acteurs institutionnels Les jeunes hommes et femmes formes Les porteurs de projets verts	Disponibilité de témoignages Documents officiels Rapport Visite de terrain auprès des MPME	

4.5.8. Leçons tirées à la suite des activités avec GO GREEN selon les cibles

Les leçons retenues se déclinent autour de plusieurs dimensions :

L'importance de la formation et du suivi : un savoir seul n'est pas suffisant, il faut un accompagnement continu de tous les acteurs : parties prenantes

La solidarité entre jeunes : les initiatives collectives renforcent la résilience et multiplient les impacts ;

La nécessité d'un financement accessible : sans ressources financières adaptées, les acquis risquent de s'essouffler ;

La prise en compte de l'environnement : adopter des pratiques durables est bénéfique pour l'avenir.

Fatoumata Diallo, un jeune de Sikasso : « J'ai appris que la formation sans suivi reste incomplète. »

Fousseyni Keita, un jeune de Ségou : « On avance mieux quand on travaille en groupe plutôt que seul. »

4.6. DURABILITE

L'analyse des informations collectées sur le terrain nous révèlent que les jeunes sont perçus comme mieux outillés pour agir en faveur du climat. Ils ont acquis des compétences techniques, développé des initiatives locales et renforcé leur leadership.

4.6.1. La durabilité selon les parties prenantes : SNV, INCUBATEURS, APEJ

Selon la synthèse des données collectées auprès des parties prenantes, les efforts pour promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement sont visibles : reboisement, agriculture biologique, tri des déchets, énergies renouvelables. Ces pratiques sont bien accueillies et de nature à pérenniser les acquis du projet GO GREEN.

Les effets du projet sont perçus comme durables et significatifs, pour plusieurs raisons :

- Ils reposent sur des compétences transférables (techniques agricoles, gestion de projet, leadership) qui peuvent être réutilisées au-delà du projet ;
- Les jeunes ont acquis une autonomie réelle, leur permettant de poursuivre des initiatives sans dépendance totale à l'appui extérieur ;
- Les changements comportementaux sont ancrés dans les pratiques quotidiennes : tri des déchets, utilisation de l'énergie solaire, sensibilisation des pairs ;
- Les effets sont multiplicateurs : les jeunes formés deviennent à leur tour des relais dans leurs communautés ;
- La mise en place d'un mécanisme de continuité de l'accompagnement des jeunes à travers la signature d'un contrat de collaboration entre chaque cible et BAARA BULUW ;
- La création de pôles d'expertise verts dans les régions d'intervention du projet ;
- La collaboration continue entre les jeunes et Baara Buluw, le réseautage entre les jeunes de toutes les régions concernées par GO GREEN, ainsi que le renforcement des capacités des entrepreneurs constituent des atouts majeurs pour la pérennisation des actions au niveau local ;
- Le partenariat entre les jeunes entrepreneurs du projet Go Green, les grands entrepreneurs au niveau des régions et les institutions financières représente un levier essentiel pour garantir la durabilité des acquis du projet GO GREEN.

En termes de durabilité, il faut noter l'action des Green coachs qui « ont acquis l'expertise

technique nécessaire pour accompagner 2400 jeunes Greenpreneurs en leur transmettant des compétences (compétences de vies et entrepreneuriat vert, Innovation verte, techniques de recherche d'emplois verts, outils de collecte des données pour la formation et le suivi coaching des jeunes tout en assurant un soutien continu et de qualité de proximité »¹

Cependant, certains répondants soulignent que la pérennité dépendra du suivi post-projet, du soutien institutionnel et de l'accès à des ressources complémentaires.

Pour Coordinateur IH chargé d'accompagnement sur le projet Go Green à **impact Hub Mopti** « les résultats pourront se maintenir après la fin du projet, car les entreprises disposent désormais de capacités organisationnelles et de gestion qui garantissent l'évolution et la continuité de leurs activités ».



Des Green coach recrutées



Green Coach en formation

4.6.2. Utilisation des acquis du projet Go Green

Au cours des entretiens en focus groupe avec les jeunes, la plupart d'entre eux expliquent mettre déjà en pratique les compétences acquises dans leurs activités professionnelles ou personnelles. Certains ont lancé de petites initiatives économiques, d'autres utilisent les connaissances pour améliorer leurs pratiques quotidiennes. Comme le résume une jeune femme entrepreneur de Sikasso AS : « Aujourd'hui, j'utilise ce que j'ai appris pour gérer mon petit commerce et mieux organiser mes finances ». Une autre ajoute : « Les techniques de recyclage que j'ai découvertes, je les applique même dans ma maison ».

¹ Idem, P 16.

4.6.3. Utilité des compétences dans d'autres contextes

Les enquêtés considèrent que leurs acquis dépassent largement le cadre de Go Green. Les compétences en gestion, en entrepreneuriat ou en techniques écologiques peuvent être mobilisées dans divers environnements. Un jeune évoluant dans l'élevage à Bamako M.C : « *Même si je change de secteur, je peux toujours utiliser ce que j'ai appris en gestion de projet* ». Une autre insiste : « *Les connaissances en agroécologies apprises, je peux les appliquer dans mon champ familial et aussi former d'autres jeunes* ».

4.6.4. Pérennité des activités après le projet selon les jeunes

La majorité des cibles expriment leur volonté de poursuivre leurs activités, mais reconnaissent que la durabilité dépendra fortement du soutien futur. Certains sont confiants A.M un jeune évoluant dans l'agriculture à Mopti : « *J'ai déjà une clientèle, donc je pense que mon activité peut continuer* ». D'autres restent prudents : « *Sans financement ou accompagnement, ce sera difficile de maintenir ce que nous avons commencé* ».

4.6.5. Les mécanismes de pérennisation (financiers, institutionnels, communautaires)

Pour garantir la continuité financière des services, plusieurs pistes sont évoquées selon les entretiens avec les parties prenantes ((Impact Hub, Donilab, Baara Bulow, SNV, Ambassade etc) et les jeunes en focus group :

- L'intégration des activités dans les budgets communaux ;
- Le soutien de partenaires techniques et financiers ;
- La création de revenus autonomes via des activités génératrices de revenus écologiques ;
- L'accès à des fonds nationaux ou internationaux dédiés à l'environnement ou à l'emploi des jeunes.

Ces mécanismes nécessitent une structuration administrative et un accompagnement technique pour être viables.

4.6.6. Partenariats pour soutenir la pérennité des résultats

Les partenariats sont considérés comme un levier essentiel de durabilité. Les acteurs identifiés comme stratégiques au regard de la synthèse des données issues des focus groupes et des entretiens avec les parties prenantes sont :

- Les collectivités territoriales, pour l'intégration dans les politiques locales ;
- Les services techniques de l'État, pour le suivi et l'appui institutionnel ;
- Les ONG locales, pour le renforcement des capacités ;
- Les acteurs privés, pour le développement de filières vertes et l'accès au marché.

Une cartographie des partenaires potentiels serait utile pour formaliser ces alliances et éviter les chevauchements.

4.6.7. Risques liés à la pérennisation

Les facteurs de risques identifiés qui pourraient affectés les acquis de GO GREEN dans le futur selon le résultat des entretiens en focus group avec les jeunes et les parties prenantes (Impact Hub, Donilab, Baara Bulow, SNV, Ambassade etc.) sont les suivants :

- Le désengagement institutionnel après la fin du projet ;
- Le manque de financement local ;
- La faible structuration des initiatives communautaires ;
- L'instabilité sécuritaire ou politique ;
- La perte de motivation des jeunes sans accompagnement ;
- La résistance socioculturelle dans certaines communautés ;
- Les mécanismes tels le transfert de compétences aux jeunes cibles, la création de structures locales telles que les clubs verts ou les coopératives, et l'ancrage institutionnel via des liens avec les collectivités territoriales mis en place sont perçus comme pertinents, mais leur efficacité dépendra de leur activation réelle et de leur suivi post-projet ;
- Les initiatives qui ont généré des résultats concrets comme les micro-entreprises vertes ou les pratiques agricoles durables, ont de bonnes chances de se maintenir. Toutefois, cette pérennisation reste fragile dans les zones moins structurées ou affectées par l'instabilité ;
- Les résultats obtenus sont jugés partiellement durables, à condition que certaines conditions soient réunies. Le maintien dépendra de la qualité des dispositifs de suivi, et de la mobilisation des ressources locales. Sans ces appuis, il existe un risque de dissolution progressive des acquis, notamment dans les zones les plus vulnérables.

Ces risques appellent à une stratégie de sortie progressive, avec des garanties de relais et de suivi pour éviter l'effritement des acquis.

4.7. GENRE ET L'INCLUSION SOCIALE

4.7.1. L'adaptation aux réalités des groupes vulnérables

A travers les entretiens avec les parties prenantes et les focus groupe, il est ressorti que le projet a intégré certains aspects adaptés aux jeunes femmes, personnes déplacées et jeunes en situation de handicap, notamment à travers des activités inclusives et des formations accessibles afin de mieux répondre aux aspirations des groupes vulnérables. Dans ce cadre, l'intervention de GO GREEN a porté sur les aspects suivants selon les focus groups :

- Les besoins spécifiques de chaque groupe cible ont été systématiquement pris en compte dans la planification des activités ;
- Les critères de sélection et de notation ont été favorables aux groupes vulnérables,

- notamment les femmes et les personnes déplacées internes (PDI) ;
- La tranche d'âge pour les femmes était de 18 à 40 ans, tandis que celle des hommes était de 18 à 35 ans.

Pendant la sélection des green preneurs pour incubation « dans la présélection, les priorités étaient données aux jeunes entrepreneurs en groupe, les migrants de retour, les NEET, les PDI, les personnes en situation de handicap, et une répartition équilibrée par genre »¹. Parmi les jeunes greens preneurs retenus, « 182 sont des femmes soit 44%, 11 jeunes soit 3% sont en situation d'handicap inclus 8 femmes, 32 PDI soit 8% dont 18 femmes et 15 migrants de retour soit 4% et dont 3 femmes »².

Ces aspects cités ci-dessus, nous montre le caractère inclusif des interventions du projet GO GREEN au sein des communautés cibles.

Inclusion sociale ou économique des couches vulnérables (témoignages de jeunes garçons et filles) selon l'outil Outcome Harvesting

Le projet est perçu comme un levier d'**inclusion sociale et économique**, en particulier pour les femmes et les jeunes qui se sentent davantage intégrés dans les dynamiques communautaires.

Fatim Samaké, une jeune de Bamako : « Avant, les jeunes filles étaient moins considérées, maintenant elles participent activement aux activités ».

Aminata Sawadogo, une jeune de Sikasso « Les femmes de mon quartier ont gagné plus de respect grâce à leur implication dans le projet ».

Quelques répondants estiment que l'impact sur l'inclusion reste encore **timide** et nécessite un accompagnement renforcé et continu.

Fanta Saye, une jeune de Mopti : « Certaines femmes n'ont pas encore accès aux mêmes opportunités que les hommes. ».

4.7.2. Équité entre jeunes femmes et jeunes hommes

Dans l'ensemble, les jeunes enquêtés estiment que le projet Go Green a veillé à offrir des opportunités équitables aux jeunes femmes comme aux jeunes hommes. Les critères de sélection et les activités étaient accessibles à tous, et certaines initiatives comme la transformation et la conservation des produits, ont même favorisé la participation féminine. Comme le souligne une jeune femme cible de Sikasso **A.S** : « On était mélangés avec les garçons, et chacun pouvait s'exprimer librement ». Un jeune homme ajoute : « Les filles avaient autant de chance que nous, de bénéficier de la formation et de l'accompagnement ». Ces témoignages traduisent une perception positive de l'équité instaurée dans le projet.

¹ Rapport Narratif Annuel Go Green 2024 : Emploi et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes, P 20.

² Idem.

4.7.3. Obstacles spécifiques rencontrés par les jeunes femmes et efforts pour les soutenir

Malgré cette volonté d'équité, plusieurs jeunes femmes ont souligné avoir rencontré des contraintes particulières liées à leur rôle social et familial. Les charges domestiques, la pression culturelle et parfois le manque de soutien de leur entourage ont limité leur disponibilité et leur engagement.

Le témoinne d'une jeune femme de Mopti, F.G : « *En tant que fille, je devais m'occuper de la maison avant de venir à formation, parfois je manquais des sessions* ». Une autre ajoute : « *Certaines familles pensent que les filles ne doivent pas sortir trop souvent pour aller durer en dehors de leur famille* ». Pour atténuer ces contraintes, le projet a mis en place des mesures d'accompagnement, notamment à travers le coaching personnalisé et des sensibilisations communautaires. Comme le résume une femme cible de Ségou : « *Les coachs nous ont beaucoup encouragées et ont parlé avec nos parents pour nous laisser participer aux sessions de formation* ».

4.7.4. Situations d'exclusion par manque d'information

Il ressort des entretiens avec les jeunes en focus groupe que des situations d'exclusion de jeunes ont été constatées pour des raisons diverses. Certains jeunes motivés n'ont pas été retenus, soit à cause de critères jugés trop stricts, soit en raison d'un manque d'informations. Une participante de Bamako AC explique : « *Plusieurs jeunes de mon quartier n'étaient pas au courant du projet, donc ils n'ont pas pu s'inscrire* ». Un autre souligne : « *Il y avait beaucoup de demandes, mais peu de places, certains se sont sentis exclus* ». Bien que le projet ait cherché à être inclusif, la forte demande a parfois généré un sentiment de frustration.

4.7.5. Prise en compte de la situation des jeunes déplacés, marginalisés ou en situation de handicap

Dans ce domaine, les perceptions des jeunes enquêtés sont diverses. Plusieurs jeunes affirment que le projet a intégré ces groupes vulnérables dans ses activités, avec une attention particulière à leurs besoins. Un participant témoigne : « *J'ai vu des jeunes déplacés qui ont suivi la formation avec nous, ils étaient bien accueillis* ». Cependant, d'autres estiment que leur participation restait limitée, faute d'adaptations spécifiques. Comme l'explique une jeune fille : « *Les personnes handicapées étaient moins visibles dans le projet, peut-être qu'il aurait fallu plus d'efforts pour les inclure* ».

4.8. ETUDE DE CAS

Profil de la cible

Âge : 38 ans

Sexe : Femme

Région / Cercle / Commune / Village : Mopti / Mopti / Mopti / Gangal

Situation socio-économique initiale : Sans-emplois

Statut dans le projet : Soutenue par incubateur

Trajectoire concernée : Trajectoire 01 : Agriculture durable

Appuis reçus : Formation, coaching, incubation

Durée de l'accompagnement : 2024 à 2025

❖ Changements principaux observés

Selon la jeune fille cible, Aminata Kampo de Mopti :

« J'ai pu créer une entreprise dans le domaine de la transformation de produits agricoles : Tomate, oignons, fonio, riz, arachide.

Les appuis du projet GO GREEN m'ont permis d'augmenter ma production et mon revenu et je suis devenu autonome. Avant, je ne gagnais rien par mois, je dépendais de mes frères et parents. Mais actuellement, je peux gagner plus de 300 000 FCFA de bénéfice par mois. Cela me permet de couvrir mes propres besoins et de soutenir mes parents. J'ai pu une moto Djakarta, pour mes déplacements, un frigo pour conserver certains produits et un petit magasin que je paye 20 000 FCFA par mois pour le stockage de mes produits agricoles ».

❖ Moment du changement

Les changements se sont produits progressivement :

- **Pendant le projet** grâce aux formations et aux coachings qui ont jeté les bases d'une connaissance solide dans le domaine de la production agricole ;
- **Juste après le projet**, avec la mise en pratique des formations reçues ;
- **Dans la durée**, avec une consolidation progressive des résultats et une meilleure intégration économique et sociale.

Selon Aminata Kampo « C'est au bout de quelques mois après la formation que j'ai vraiment vu mon activité décoller ».

❖ Les Facteurs du projet ayant contribué au changement

Les éléments déterminants identifiés par la jeune fille cible de GO GREEN incluent :

- La **formation technique et entrepreneuriale**, qui a fourni les compétences de base ;
- Le **coaching personnalisé**, qui a permis un suivi rapproché et une mise en pratique des techniques apprises ;
- Le **financement initial** (fonds verts, kits de démarrage) ;
- Le **réseautage avec les incubateurs et les partenaires locaux**, favorisant la visibilité et l'intégration du domaine d'activité concerné.

Aminata Kampo « Sans la formation et surtout le coaching, je n'aurais pas eu le courage de me lancer mon entreprise de transformation ».

❖ Autres facteurs influents

En dehors du projet, plusieurs facteurs ont renforcé l'impact du projet :

- Le **soutien familial**, notamment pour la mobilisation de petites ressources initiales ;
- La **solidarité communautaire**, qui a facilité l'acceptation et la promotion des activités dans le milieu ;

- L'implication de **partenaires locaux** (associations, ONG, municipalités).

Selon Aminata Kampo « En plus de ma propre détermination, mes proches m'ont encouragée et certains m'ont même aidée à trouver mes premiers clients. »

❖ **Obstacles rencontrés**

Malgré les avancées, certaines situations ont constitué des freins à certains moments de la réalisation des activités :

- **Accès limité aux financements complémentaires**, freinant l'expansion ou le développement de l'initiative ;
- **Difficultés à accéder au marché** et à écouler les produits pour des raisons sécuritaires ou de distance ;
- **Normes sociales restrictives**, surtout pour les jeunes femmes. La jeune cible Aminata de dire « *les barrières socio culturelles constituent souvent des barrières, surtout quand ont pensé que la femme doit s'occuper du ménage seulement* ».
- **Faibles infrastructures locales** (équipements, énergie, routes, points d'eau).

Selon la jeune Aminata Kampo « Mon activité marche bien, mais je n'arrive pas à trouver de financement suffisant pour l'agrandir ».

❖ **Effets économiques**

Selon la jeune cible (Aminata Kampo), les résultats observés incluent : l'augmentation des revenus, la création de micro-entreprises, l'insertion professionnelle réussie diminuant le chômage des jeunes en général, et la création d'emplois secondaires.

Aminata Kampo « Avant, je dépendais de ma famille ; aujourd'hui, je peux payer ma part dans les charges du foyer pour la facture d'eau, l'électricité, scolarité des enfants, santé etc »

❖ **Effets sociaux**

Les effets constatés dans domaine concernent l'amélioration de l'estime de soi, la reconnaissance sociale accrue, l'émergence de nouveaux leaders communautaires impliquant les jeunes, surtout les jeunes femmes.

Selon la jeune cible Aminata Kampo : « Maintenant, les jeunes du quartier me considèrent comme un modèle au regard du progrès que je entrain de réaliser dans la transformation de produits agricoles ».

❖ **Effets environnementaux**

Concernant les effets environnementaux pour cas, il ressort l'adoption de pratiques plus durables : compostage, irrigation écologique, utilisation d'énergies renouvelables.

Selon la jeune cible Aminata Kampo « Je recycle les déchets plastiques et beaucoup de jeunes viennent apprendre auprès de moi, ainsi que pour le compostage et l'irrigation. »

❖ **Effets en cascade**

Par rapport aux effets en cascade il ressort des informations collectées l'inspiration de pairs, la multiplication des initiatives locales, l'impact communautaire positif (emploi, sensibilisation).

Selon Aminata Kampo « Depuis que j'ai lancé mon activité, deux autres jeunes du quartier m'ont suivi dans la même démarche. »

4.8.1. Durabilité et perspectives

❖ Situation actuelle et perspectives

Selon les entretiens auprès de la jeune cible, elle poursuit avec sérénité ses projets/initiatives. Elle ambitionne d'élargir ses activités ou de diversifier ses sources de revenus. *Aminata kampo « Mon intention est d'aller plus loin en diversifiant mes produits »*

❖ Durabilité perçue

Selon la jeune cible « Les changements sont perçus comme durables, à condition que je continue d'accéder à des financements et à un accompagnement technique. Il en est de même pour les autres jeunes cibles ».

❖ Conditions de consolidation

Pour consolider les acquis du projet un accès facile au crédit est nécessaire, le renforcement des partenariats locaux, la mise en place de coopératives et l'intégration dans des chaînes de valeur plus larges.

❖ Partenariats et relais locaux

Les partenaires disponibles cités comme relais potentiels pour soutenir la dynamique sont les municipalités, les associations de jeunes, les incubateurs, les centres de formation professionnelle, APJE et les ONG partenaires.

4.8.2. Leçons et apprentissages

4.8.2.1. Apports à l'évaluation

❖ Type de cas

Les trajectoires recueillies illustrent des réussites individuelles, mais aussi des alertes liées aux défis d'accès aux ressources et à la durabilité financière.

❖ Leçons tirées

Par rapport aux leçons tirées, il ressort les aspects suivants :

- L'intégration de la formation, du coaching et du financement est essentielle ;
- Le suivi post-formation joue un rôle clé dans la consolidation des acquis ;
- Il est nécessaire d'accorder une attention particulière aux femmes et aux jeunes vulnérables, souvent confrontés à des obstacles additionnels ;
- L'implication des acteurs régionaux dans la sélection des jeunes (Mairie du district, les conseil régionaux) permettrait d'éviter certaines inégalités entre les jeunes cibles ;
- La mise en place de comités techniques de suivi régionaux, composés des communes, des services techniques (DRA, DRPIA, etc.) et d'acteurs de la société civile, permettra un meilleur ancrage et une appropriation locale des activités du projet,

- L'implication des acteurs des services étatiques tels que les directions régionales de l'agriculture, de l'élevage, de la pollution et nuisances, du développement social, et de la pêche, afin de renforcer l'appropriation et l'efficacité des actions sur le terrain est une nécessité.

Pour Aminata Kampo « L'expérience m'a appris que la formation seule ne suffit pas. Le coaching et l'accompagnement financier sont indispensables. »

Le projet a permis l'autonomisation économique et sociale des jeunes femmes par la formation et l'accompagnement conformément à la théorie du changement de GO GREEN

4.9. LEÇONS APPRISES

Au regard des activités réalisées dans les régions d'intervention du projet GO GREEN, nous retenons les aspects suivants :

- La durée du projet devrait être prolongée pour une initiative d'une telle envergure, afin de garantir un suivi approfondi des activités, de consolider les acquis et de permettre aux cibles de rembourser efficacement les crédits obtenus auprès des institutions financières.
- L'engagement des parties prenantes pour la réussite des activités sur le vert, à dépasser les niveaux d'attente ;
- L'accompagnement de proximité auprès des cibles a permis d'accroître leur capacité à gérer leur entreprise ;
- Le projet a permis de renforcer les capacités des jeunes grâce à des sessions de formation ciblées, au développement d'activités vertes concrètes et à l'implication active des jeunes dans la protection de l'environnement et la promotion de pratiques durables.

4.10. BONNES PRATIQUES

- Les rencontres régulières entre les parties prenantes et les cibles a permis de débattre des difficultés et proposer des solutions ;
- La mise en place d'un système de suivi et l'implication des acteurs régionaux dans la sélection des jeunes (Mairie du district, les conseil régionaux) ;
- Le respect des critères qui ont été mis en place de commun accord a permis à chaque partie d'avoir la même vision ;
- L'approche participative et inclusive de l'ensemble des acteurs développé par le projet a fait que chaque acteur se sent concerné sans discrimination ;
- L'organisation de compétitions de pitch, permettant de détecter et valoriser les talents des jeunes ;
- La collaboration avec les incubateurs locaux qui connaissent les réalités de la zone et le recrutement des Green Coach qui font un travail impeccable dans l'accompagnement des jeunes ;
- L'approche participative et inclusive qui implique l'ensemble des acteurs à chaque étape du projet ;

- Les formations pratiques et adaptées sur les outils de gestion, renforçant les capacités entrepreneuriales des cibles.

4.11. FORCES

Dans le cadre de l'exécution du projet GO GREEN les actions ou stratégies mise en place constituant les forces sont les suivantes :

- Le système de sélection des jeunes entrepreneurs vert a permis aux jeunes d'être performants dans leur domaine, augmenter leur revenu et leur condition de vie. Ce qui répond aux besoins réels des jeunes ;
- L'approche 'Par et Pour les jeunes est un atout pour la pérennisation des acquis du projet GO GREEN. Car elle permet aux jeunes hommes et jeunes femmes d'appuyer d'autres jeunes qui aspirent à l'entrepreneuriat ou à l'emploi vert. Elle favorise l'engagement, la responsabilisation et le développement de compétences chez les jeunes ;
- La prise en compte de la situation des femmes, des jeunes en situation de handicap et des personnes déplacées pendant le recrutement et la phase exécution du GO GREEN ;
- Dans le cadre du projet on note l'engagement spontané de jeunes non ciblés, la création de coopératives vertes, et une dynamique intergénérationnelle autour des pratiques écologiques ;
- L'alignement des activités de GO GREEN avec les politiques nationales en termes d'emploi et la formation professionnelle et des enjeux environnementaux et climatiques ;
- La prise en compte des priorités locales qui s'appuient sur les savoirs locaux, qui renforcent les capacités communautaires en s'adaptant aux réalités économiques et sociales du territoire.

4.12. FAIBLESSES/OBSTACLES

Au cours de la mise en œuvre des activités du projet GO GREEN, certaines difficultés sont apparues que l'on peut considérer comme des points faibles et des obstacles à l'atteinte de certains objectifs du projet. Parmi ces difficultés, nous pouvons noter les points suivants :

- La mise en œuvre du projet a connu des difficultés d'ordre logistiques en zones enclavées (dans la livraison de matériels), les résistances socioculturelles à l'adoption de nouvelles pratiques, et l'insécurité dans certaines régions. Pour y faire face, les équipes ont adopté des stratégies d'adaptation : partenariats locaux, révision des plans d'action, et sensibilisation ciblée. Ces ajustements ont permis de maintenir la dynamique du projet, malgré les contraintes ;
- Déficit de communication entre les partenaires d'exécution, notamment entre la structure centrale à Bamako et l'annexe régionale, ce qui a parfois limité la mobilisation efficace des partenaires autour des activités ;

- Difficultés de communication et d'accès dans certaines zones reculées, aggravées par l'insécurité et le manque de téléphones portables pour la plupart des PDI (personnes déplacées internes).

Concernant les MPME, les principaux obstacles au développement et à l'épanouissement des MPME vertes selon le rapport narratif final de GO GREEN (Mars 2023 - Juin 2025) sont :

- *Le manque d'infrastructures (57%)*
- *L'accès difficile au financement (27%)*
- *Le manque de formation (23%)*
- *La fluctuation des prix des intrants (20%)*

V. RECOMMANDATIONS

A la suite des données collectées sur le terrain auprès des parties prenantes et des jeunes cibles, nous proposons les recommandations suivantes :

PARTIES PRENANTES	RECOMMANDATIONS
<p>A l'endroit du projet GO GREEN/Ambassade</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Par rapport à l'utilisation des ressources financières, une grande partie des fonds ont été utilisés pour les ateliers et réunions entre partenaires plutôt que pour les formations des jeunes. Avec un budget de ce niveau étalé sur un calendrier similaire, pour les futures projets/phases, il est nécessaire d'équilibrer les moyens mobilisés et les résultats obtenus en mettant davantage l'accent sur la formation des jeunes, leur accompagnement et l'amélioration des conditions de formation, plutôt que sur l'organisation des ateliers entre partenaires ; ▪ Le dispositif (Green Challenge Fund (GCF) ; Green finance ; Green innovation Lab et GIP au regard de leur résultat succès enregistré, peuvent être mis en échelle dans d'autres régions ; ▪ L'opérationnalisation des pôles d'expertises en compétences techniques vertes. Ce pôle d'expertise est constitué des GYB (Green Youth Board), les Greens Coachs, le conseil régional, la société civile verte, APEJ, le service de l'agriculture et les MPME a été un succès pour l'accès des jeunes cibles à l'entreprenariat vert et l'amélioration de leur revenu, la réplication de ces initiatives aux projets futures et à d'autres régions aura un impact très positif sur les cibles et les communautés des régions d'intervention ;²

- Les techniques de transformation des déchets solides et plastiques par de nombreux jeunes en produits utiles tels que le compost et les pavés peuvent être répliqué sur d'autres projets et dans d'autres localités/régions ;
- Concernant l'approche 'par et pour les jeunes, elle favorise l'engagement, la responsabilisation et le développement de compétences chez les jeunes. Elle est perçue comme un levier d'autonomisation. Néanmoins, il est nécessaire que l'accès aux opportunités soit encore plus équitable pour tous les jeunes, en particulier ceux en situation de vulnérabilité.
- Les activités du projet sont alignées avec les enjeux du développement durable. Elles intègrent des dimensions liées à l'adaptation climatique, à la gestion des ressources naturelles et à la promotion de l'économie verte. Toutefois, il est nécessaire que GO GREEN mette plus d'accès sur le suivi post-formation et une forte articulation avec les politiques locales ;
- Selon la synthèse des données collectées, les jeunes cibles et les parties prenantes proposent une seconde phase du projet pour un suivi prolongé, notamment sur le remboursement des crédits, ainsi que de renforcer l'éducation sur les nouvelles technologies liées à l'économie verte ;
- La création d'un marché régional pour les produits verts et la sensibilisation de la population à l'importance de consommer des produits bio ;
- Que GO GREEN en plus des efforts déjà fournis facilite davantage l'accès au microcrédit, au financement de démarrage ou à un fonds d'appui pour que les jeunes puissent réellement développer leurs initiatives ;
- Augmenter le nombre de jeunes cibles de financements afin que beaucoup de jeunes d'autres régions puissent en bénéficier ;
- Impliquer davantage les acteurs des services étatiques tels que les directions régionales de l'agriculture, de l'élevage, de la pollution et nuisances, du développement social, et de la

	<p>pêche, afin de renforcer l'appropriation et l'efficacité des actions sur le terrain ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Impliquer davantage les acteurs régionaux dans la sélection des jeunes (Mairie du district, les conseil régionaux) tout en respectant les critères mis en place de commun accord ; ▪ Augmenter les financements pour les structures d'incubation, de privilégier des formations pratiques adaptées aux réalités locales et de faciliter les connexions avec des employeurs et des institutions financières ; ▪ Mettre en place une meilleure coordination avec les collectivités locales est également jugée essentielle pour un ancrage territorial efficace.
<p>Institutions Financières (Banques, SFD, etc.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un mécanisme d'information simplifié pour aider les jeunes à accéder aux financements, en particulier auprès des institutions comme la BSIC ; ▪ Fournir les informations nécessaires aux jeunes en termes de documents à fournir pour l'accès facile aux financements ; ▪ Assouplir les critères de remboursement à l'aide d'un bon suivi et conseils afin d'éviter une faillite de leur entreprise ; ▪ Créer des produits financiers adaptés aux besoins des startups vertes et les MPME en transition verte.
<p>A l'endroit des incubateurs et partenaires institutionnels (Centres de Formation Professionnelle (CFP) et Universités,)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre et élargir le projet Go Green à d'autres zones du Mali, en renforçant l'approche « par et pour les jeunes » qui favorise leur engagement et leur autonomisation ; ▪ Œuvrer de façon continue à la formation des jeunes sur les nouvelles technologies appliquées à l'économie verte et à l'entrepreneuriat ; ▪ Mettre en place un mécanisme d'information simplifié pour aider les jeunes à accéder aux financements, en particulier auprès des institutions comme la BSIC ;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consolider et étendre le partenariat entre les jeunes entrepreneurs et la BSIC, qui a facilité l'accès au crédit vert ; ▪ Apporter un soutien régulier en matière de suivi post-formation afin de préserver les acquis du projet ; ▪ Appuyer les initiatives de sensibilisation communautaire, levier essentiel pour faire évoluer les comportements vers des pratiques durables.
<p>A l'endroit des collectivités territoriales</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faciliter les campagnes de sensibilisation du grand public sur les changements climatiques (CC), l'accès à la terre, le reboisement et les Journées d'Action Verte ; ▪ Appuyer le projet dans l'acheminement de matériel aux zones d'accès difficiles tout en facilitant la communication avec les cibles de ces zones par des moyens adaptés ; ▪ Aider GO GREEN à mettre en place un marché régional dédié aux produits verts pour favoriser leur visibilité et leur commercialisation ; ▪ Sensibiliser davantage la population sur l'importance de consommer les produits verts, sains et nutritifs conformément aux idéaux du projet GO GREEN ; ▪ Mobiliser d'avantage les coopératives et associations locales afin d'aider à mieux nous organiser.
<p>A l'endroit des jeunes cibles du projet GO GREEN</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mieux s'approprier des acquis du projet pour une durabilité et un changement de conditions de vie ; ▪ Fournir des efforts pour avoir les informations nécessaires en termes de documents à fournir afin d'accéder facilement aux financements auprès des institutions financières (banques) ; ▪ Mise en place d'un cadre de concertation entre jeunes cibles qui facilitera communication entre eux et la prise en compte de leurs aspirations par le projet GO GREEN.

VI. RECOMMANDATION PAR COMPOSANTE DE GO GREEN

COMPOSANTE DE GO GREEN	RECOMMANDATION
<p>T1. Développement des connaissances et création d'opportunités : études, plaidoyer, capitalisation, sensibilisation au changement climatique et à l'économie verte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer de façon continue les initiatives de réalisation d'un Green Market Scan dans les régions d'intervention et dans d'autres régions dans l'objectif d'identifier beaucoup d'autres opportunités d'affaires vertes dans diverses filières telle que l'agroécologie, énergie renouvelable, gestion de déchets etc ; ▪ Continuer avec l'initiative de mobilisation des Green Youth Board (GYB) pour la sensibilisation et le plaidoyer au niveau des communautés sur les enjeux du changement climatique et de l'économie verte. Cela permettra de sensibiliser le maximum de personnes les objectifs de GO GREEN.
<p>T2. Développement des compétences vertes : appui aux centres de formation professionnelle, intégration de modules « verts » et formation des formateurs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier d'autres institutions de formation qui viendront en renfort aux structures existantes afin de renforcer les capacités d'un grand nombre de cibles, de façon efficace avec approches innovants ; ▪ Etendre les activités de renforcement des capacités à d'autres localités en renforçant les capacités opérationnelles des centres de formation et des Green Coachs ; ▪ Adapter les formations dispensées et les besoins au besoin réel des jeunes cibles et celui du marché local. ▪ Appuyer l'accompagnement des jeunes après leur formation afin d'éviter une perte de compétences acquises faute de mise en pratique immédiat des connaissances.

<p>T3 – Incubation et accélération des entreprises vertes : sélection et accompagnement de jeunes entrepreneurs et de MPME ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacité financières micro-entreprises créées qui encore fragiles financièrement tout en les aidant à se formaliser juridiquement afin de pouvoir accéder facilement aux grands marchés ; ▪ Faciliter l'accès des jeunes entreprises aux banques commerciales classiques par l'assouplissement des conditions de garanties et le décaissement rapide des financements promis ; ▪ Mettre en place après le projet des relais aux Green Coachs dans le but de faire le suivi, donner des conseils aux jeunes cibles dans le but de consolider leurs entreprises. ▪ Sensibiliser et encourager les les autorités locales et certains services techniques afin de s'impliquer davantage dans l'accompagnement efficace des jeunes cibles.
<p>T4 – Création d'un environnement favorable : diagnostic et mise en place de mécanismes innovants de financement vert, dialogue avec les institutions financières.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Solliciter l'appui des autorités nationales à créer un cadre stratégique national formel permettant aux acteurs des ministères d'intervenir de façon cohérente dans le cadre de l'économie verte ; ▪ Œuvre à institutionnaliser les plateformes de concertation mise en place afin de pérenniser la dynamique multi acteurs en formalisant la tenue annuelle d'un "Forum national de l'économie verte" sous l'égide d'un service technique/ministère, ou intégrer les comités régionaux verts dans l'organigramme officiel des comités de développement locaux ; ▪ Implique d'avantage institutions financières (banques et SFD) et des ministères sectoriels (Emploi, Agriculture, Énergie, Industrie notamment) dans la transition verte afin d'une approche concertée et d'une meilleure allocation des ressources.

VII. CONCLUSION

La présente mission s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du projet pilote Emploi vert et entrepreneuriat pour les jeunes au Mali (Go Green). Le projet a été exécuté dans les régions de Mopti, Ségou Sikasso et le district de Bamako. Elle a concerné directement les entrepreneurs verts, jeunes à risque (NEET, déplacés internes, migrants de retour), cibles de stages ou formations vertes. Aussi étaient impliqués les acteurs de l'écosystème : incubateurs, centres de formation professionnelle (CFP), institutions d'enseignement supérieur (IES), institutions publiques, collectivités locales et institutions financières.

L'analyse des données collectées auprès des cibles montre que les activités menées dans le cadre du projet GO GREEN, répondent aux aspirations des cibles (entrepreneurs verts, jeunes à risque). Les objectifs visés par GO GREEN sont les suivants : le développement des connaissances et la création d'opportunités, le développement des compétences écologiques, le développement de modèles d'entreprise et la création d'un environnement plus propice à la croissance d'une économie verte. L'approche communautaire participative est appréciée par les cibles qui confirment leurs satisfactions et sollicite le projet GO GREEN à continuer son intervention pour plus d'impact sur les jeunes à risque.

Le niveau d'exécution des activités est satisfaisant par rapport à la planification globale du projet selon les entretiens avec les parties prenantes (Impact Hub, Donilab, Baara Bulow, ICRA, etc). Les résultats les plus marquants portent sur le reboisement de zones dégradées, la création de clubs verts dans les écoles, et la formation de jeunes aux métiers verts. Ces activités ont permis d'éveiller la conscience collective vis-à-vis de l'environnement, tout en offrant des opportunités économiques aux jeunes vulnérables.

Par rapport à la cohérence des interventions du GO GREEN avec les politiques nationales du Mali, il ressort des données de terrain, qu'elles sont en conformité avec les politiques de promotion de l'emploi des jeunes, de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la formation professionnelle. Les activités de GO GREEN portant sur les métiers verts, le reboisement et les formations pratiques, sont des priorités nationales. Il a collaboré avec l'APEJ dans le cadre de l'insertion professionnelle des jeunes, ce qui montre son alignement avec les priorités nationales en matière d'emploi et de la formation professionnelle.

Concernant *la trajectoire 1 (Développement des connaissances et création d'opportunités : études, plaidoyer, capitalisation, sensibilisation au changement climatique et à l'économie verte)* les résultats nous révèlent que le facteur le plus pertinent évoqué par les jeunes est l'aspect **formation/renforcement des capacités**, considérée comme le socle de leur progression. Cela leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences techniques, de mieux gérer leurs activités, d'élargir leur réseau professionnel, d'accéder à des **emplois verts** ou créer des **micro-entreprises écologiques** (*1 437 emplois ont été générés selon le rapport annuel GO GREEN de 2024*).

Par rapport à la *trajectoire 2 (Développement des compétences vertes : appui aux centres de formation professionnelle, intégration de modules « verts » et formation des formateurs)*, il

ressort des données (revue documentaire) de l'évaluation, qu'au cours de l'exécution du projet, 28 modules verts ont été développés et intégrés par 09 centres de formation professionnelles courant 2025, avec 17 formateurs certifiés à l'approche par compétences (Rapport narratif final de GO GREEN, Mars 2023 - Juin 2025).

Par rapport à la **trajectoire 3** (*Incubation et accélération des entreprises vertes : sélection et accompagnement de jeunes entrepreneurs et de MPME*), **l'analyse des données documentaire et individuelles auprès des parties prenantes nous révèle que 40 MPME en accélération ont reçu leur financement, 150 startups en incubation ont été sélectionnés à l'issue du Green challenge Fund et sont en cours d'obtention des financements pour le démarrage de leur activité** (Rapport narratif final de GO GREEN, Mars – Juin 2025). GO GREEN a renforcé les compétences des incubateurs en matière de compétences vertes, la protection de l'environnement et l'adaptation aux effets du changement climatique.

En ce qui concerne **la trajectoire 4** (*Création d'un environnement favorable : diagnostic et mise en place de mécanismes innovants de financement vert, dialogue avec les institutions financières*), l'évaluation nous révèle la création d'un environnement favorable par l'opérationnalisation des pôles d'expertises en compétences techniques vertes. Ce pôle d'expertise est constitué des GYB (Green Youth Board), les Greens Coachs, le conseil régional, la société civile verte, APEJ, le service de l'agriculture et les MPME. Les éléments innovants révélés lors des entretiens en focus group sont : L'approche participative inclusive, le mécanisme de financement développé avec les banques (BSIC), les missions de supervision et de prospection dans les zones d'intervention de GO GREEN, la transformation des déchets solides et plastiques, l'utilisation d'emballages biodégradables et la transformation agroalimentaire.

De façon globale, il ressort des résultats de l'évaluation que les autorités administratives, politiques et locales des communes concernées, sont satisfaites de l'intervention de GO GREEN en termes d'accès à l'emploi vert, de renforcement des capacités, d'adoption de pratiques durables (agriculture écologique, énergies renouvelables, gestion des déchets, etc.). Il faut noter que la plupart des jeunes enquêtés affirment constater une amélioration de leurs revenus, ce qui leur offre une autonomie financière et une valorisation de leur statut social au sein de leur famille et de leur communauté.

VIII. REFERENCES DOCUMENTAIRES

- ✓ *Rapport Narratif Annuel 2024, Février 2025 ;*
- ✓ *Théorie du changement de GO GREEN ;*
- ✓ *Rapport d'enquête annuelle du projet GO GREEN, Février 2025 ;*
- ✓ *Document de projet : Emplois et Entrepreneuriat verts par et pour les jeunes au Mali – EEVJM, Décembre 2022 ;*
- ✓ *Extension de l'activité 2.9 (formation sur l'APC), couplée avec un renforcement des compétences « vertes » pour les 18 CFP/IES, Novembre 2024.*
- ✓ *Rapport narratif final de GO GREEN : Emplois et Entrepreneuriat Verts Par et Pour les Jeunes au Mali - Mars 2023 - Juin 2025 ;*
- ✓ *Capitalisation des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet GO GREEN, juin 2025.*

IX. ANNEXES

Liste des consultants

N°	Nom des experts	Profil	Position dans le cadre du marché
1	Bernard SARIA	Socio Anthropologue	Chef de mission/d'équipe
2	Bourama GUINDO	Ingénieur Agronome	Consultant associé
3	Famanson SISSOKO	Statisticien	Coordonnateur de terrain

Liste des enquêteurs



LISTE ENQUETEURS
EVALUATION GREEN

Calendrier et déroulement des travaux



CALENDRIER
DÉTAILLÉ DES ACTIVIT

Outils de collectes des données



FICHE ÉTUDE DE
CAS.doc



GUIDE D'entretien
parties prenantes.doc



GUIDE
FGD_INDIVIDUEL.doc



OUTIL OUTCOME
HARVESTING.doc